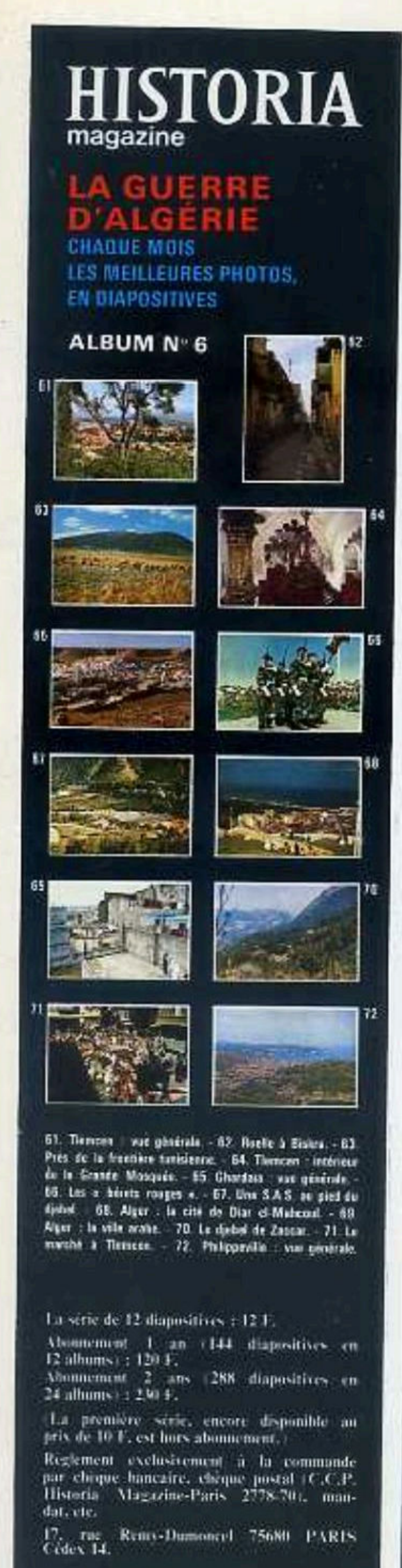

HISTORIA
magazine
Hebdomadaire paraissant le lundi - nº 295 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE
D'ALGÉRIE
ALGÉRIE : L'INQUIÉTUDE DES EUROPÉENS





PREMIER BILAN DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

Jean FONTUGNE

DÉCEMBRE 1959. L'année s'achève en France sur un malaise général qui ne pourra être dissipé aussi longtemps que le problème algérien ne sera pas réglé, et les observateurs politiques n'envisagent pas une solution à court terme.

En effet, alors que les représentants du F.L.N., réunis à Tripoli, s'efforcent de présenter un front uni pour discuter des récentes propositions officielles du général de Gaulle, les ingérences étrangères se multiplient. En particulier l'abstention des États-Unis lors du vote de la motion arabo-asiatique sur l'Algérie n'a pu que renforcer la position internationale du G.P.R.A. Les Européens d'Afrique du Nord ne se font plus d'illusions et se trouvent maintenant dans l'opposition. Mieux : les organisations activistes rêvent d'un nouveau 13 Mai. De son côté, la population musulmane, tout en gardant sa confiance au général de Gaulle, adopte une position de plus en plus attentiste devant l'aggravation de l'incertitude politique.

En métropole, députés et sénateurs se consacrent aux travaux parlementaires, discutent des pensions des anciens combattants, du privilège des bouilleurs de cru, votent le budget et engagent débat après débat sur l'enseignement libre. La discussion du projet scolaire du gouvernement a permis finalement à une nouvelle union de la gauche d'éviter de s'engager dans la recherche d'une solution pour mettre fin à la guerre d'Algérie, qui n'aurait pu que leur faire perdre des électeurs.

Le président de la République n'y tenait d'ailleurs pas. Fidèle à son programme, il s'est rendu une nouvelle fois en province, à l'occasion de la catastrophe de Fréjus (destruction du barrage de Malpasset), puis a effectué un voyage (Mauritanie-Sénégal) dans la Communauté qui, à peine créée, a vu, après le Mali et Madagascar, le Niger, le Togo, le Cameroun demander à leur tour leur indépendance... et une aide financière.

Mais le chef de l'État n'est nullement inquiet des difficultés intérieures, qu'elles soient politiques ou sociales (premières grèves depuis le 13 Mai dans les services publics). Il sera l'hôte (19-21 décembre) d'Eisenhower, d'Adenauer et de Macmillan réunis en France pour la conférence occidentale au sommet. Il joue maintenant, comme il l'avait souhaité, les premiers rôles sur la scène internationale...

J. F.

Sommaire n° 74 - Historia magazine n° 295

Paul Delouvrier. Selon Bloch-Lainé, « le plus bel animal de sang que de Gaulle ait jamais pris au lasso ». En nommant un technicien à la place de Salan, de Gaulle a montré l'importance qu'il entendait donner au plan de Constantine. Pris entre les impératifs de Paris et les réalités algériennes, sa tâche sera difficile.



DELOUVRIER : UN BILAN POSITIF

C'EST un inconnu des Algérois qui s'installe, à la mi-décembre, dans le bureau abandonné par Robert Lacoste au Gouvernement général. Il a quarante-cinq ans. Il arrive de Paris avec le titre tout nouveau de délégué général en Algérie. Il s'appelle Paul Delouvrier.

Ce Vosgien au visage énergique barré d'une fine moustache noire, au regard intelligent et perçant mais glacial, à l'élégance stricte soulignée par un col anglais à barrette, n'est pas un homme politique. Paul Delouvrier est un financier et un économiste. Un supertechnicien d'une intelligence remarquable. A Paris, on a coutume de dire qu'il est un morceau de la cervelle de Jean Monnet et de René Mayer. Inspecteur des finances, puis directeur général des impôts, il occupe le poste de chef de la division financière de la Haute Autorité charbon-acier à Luxembourg. Dans sa brillante carrière d'économiste, l'épisode algérien, qui le marquera profondément au moment des barricades d'Alger, sera à mettre entre parenthèses... ▶

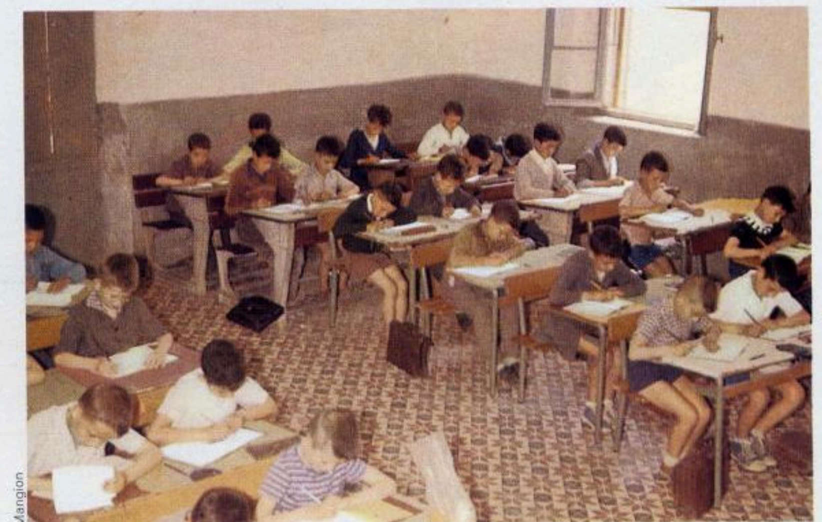
dialogues de sourds et mots aigres-doux



Naud-Afrique photo

◀ La classe dans le bled : Omar et Ali apprennent à lire et à écrire. La présence du photographe dissipe quelques élèves, mais au premier rang, on écoute le maître.

Le plan de Constantine, c'est également la construction de logements pour un million de personnes ; la mise en valeur industrielle et agricole de l'Algérie : pétrole, gaz, grands ensembles chimiques et métallurgiques ; un emploi régulier pour quatre cent mille travailleurs nouveaux. ▶



Mangion

◀ La classe à Jemmapes. A Constantine, de Gaulle avait annoncé : scolarisation des deux tiers des enfants musulmans au cours des cinq années à venir.

Lorsque Georges Pompidou, directeur du cabinet du général de Gaulle, l'a convoqué à Matignon en octobre, Paul Delouvrier a cru tout d'abord que le gouvernement avait besoin de conseillers financiers pour le plan de Constantine. Il était en deçà de la réalité. Georges Pompidou lui a annoncé en effet :

« Le général veut remplacer Salan, mon cher Delouvrier. Nous avons cherché parmi les jeunes hauts fonctionnaires ayant des capacités d'économistes, car nous ne voulons pas de « politiques » ni d'éléments de la préfectorale, qui s'opposent sans cesse aux militaires. Peu d'hommes réunissent les qualités que nous cherchons. Pour être franc, nous avons retenu deux noms : Guillaumat et vous. Guillaumat veut rester aux Armées. »

Peu après, Paul Delouvrier a été reçu par le général de Gaulle, qu'il n'avait pas revu depuis l'époque du R.P.F., en 1947. Le président du Conseil ne lui a pas parlé d'une éventuelle nomination en Algérie. Il s'est contenté de lui confier une sorte d'enquête dans les départements algériens au terme de laquelle il devrait rédiger un rapport personnel. C'est à l'issue de cette mission d'information que Delouvrier a revu le général de Gaulle.

Le thermomètre des passions

Cette fois, le chef du gouvernement lui a dit :

– Je vous ai choisi pour succéder au général Salan.

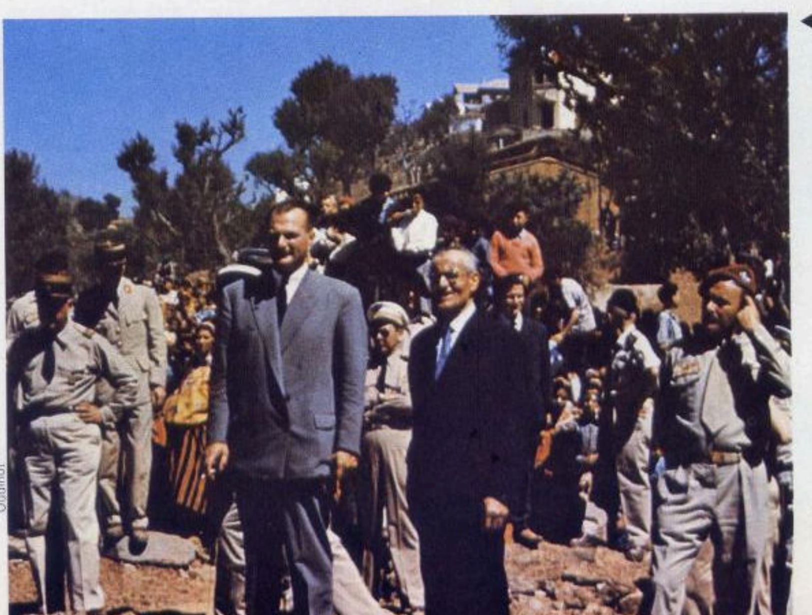
Le 3 décembre, en voyant Paul Delouvrier débarquer à Alger sur les pas du président du Conseil, le général Salan n'a pas eu besoin qu'on lui annonçât son remplacement. Il a compris que l'heure de passer la main était arrivée...

Moins de quinze jours plus tard, au moment où il prend officiellement ses fonctions, dans l'indifférence réelle ou feinte des Algérois, le nouveau délégué général n'ignore rien du dossier algérien. Il a eu le temps de l'étudier sur place au mois d'octobre, ensuite à Paris. Il lui reste à connaître les habitants de ce pays.

Avant son départ, le général de Gaulle est resté vague en matière de directives politiques. Il s'est contenté de lui dire ces mots, qui seront largement diffusés dès l'arrivée de Delouvrier à Alger : « Vous êtes la France en Algérie. » Et le général a enchaîné :

« La France doit avoir les mains libres en Algérie, Delouvrier. Pour cela, il faut que la situation militaire soit meilleure qu'elle n'est et que l'armée obéisse. Nous devons tirer ce pays de sa « mouise » pour lui donner la possibilité de choisir. Que ces Arabes voient leur véritable intérêt. C'est pourquoi je vous demande d'insister, de bien faire comprendre à tous que vous êtes la France en Algérie et non le représentant des Algériens en France. »

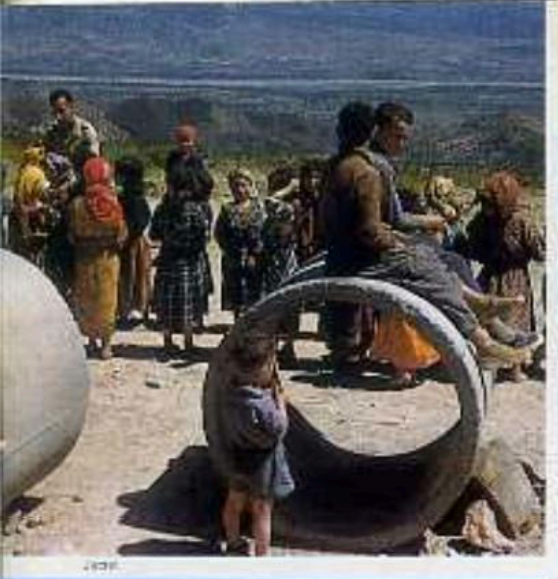
Dans le domaine économique, celui qui a depuis toujours ses préférences, Paul Delouvrier est beaucoup mieux fixé sur sa mission : son rôle est de mettre sur les rails le plan de Constantine. Il a obtenu une première subvention de cent milliards et l'assurance que les compagnies pétrolières exploiteront le gaz naturel d'Hassi R'Mel, au Sahara, et l'achemineront par gazoduc jusque sur la côte pour l'industrialisation de l'Algérie telle qu'elle est prévue par l'ambitieux projet, qui doit modifier de fond en comble les structures écono-

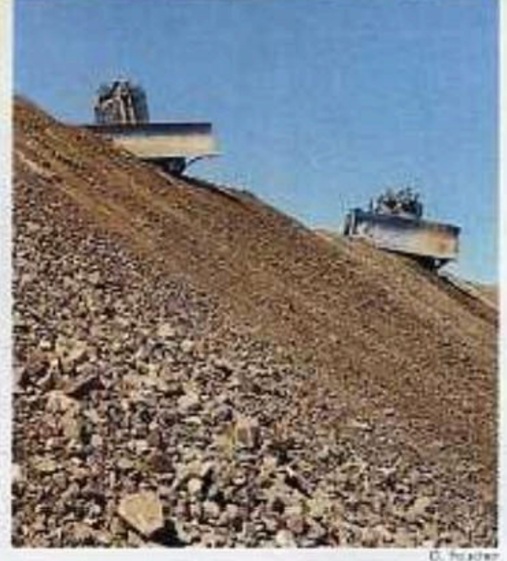


Oudinot

◀ Paul Delouvrier au cours d'un voyage en Kabylie. Bien que peu aidé par la politique souvent obscure de l'Élysée, il se donnera à fond à sa tâche.

Les villages de regroupement sont parfois des camps de clochards. Parfois aussi, comme à Aïn-Fakrou, on trouve des villages modèles. ▶







H. Sanchez



miques, sociales et humaines des départements algériens.

Dès les premières semaines, Paul Delouvrier, qui a la chance de s'entendre parfaitement avec le général Challe, le nouveau commandant en chef, réunit les responsables civils et militaires. Il reçoit les élus européens et musulmans. Il voyage pour se rendre compte de la situation sur le terrain. Mais chaque fois que son interlocuteur lui demande quelle politique il entend mener, c'est pour lui une sorte de déchirement car il sait très bien que le général de Gaulle est loin de s'orienter vers la solution qui correspond aux vœux de la population européenne. Ne lui a-t-il pas recommandé d'éviter d'employer l'expression « Algérie française »?

Un malaise ne tarde pas à s'établir en permanence entre le délégué général et les populations. A Alger, qui est le thermomètre des passions, Delouvrier n'est ni carrément impopulaire ni franchement populaire.

Les Algérois le considèrent comme un haut fonctionnaire chargé d'appliquer les directives de Paris et incapable de faire pression sur le gouvernement pour les modifier.

Le contact est donc loin de s'établir entre « la France en Algérie » et les Européens. Ce ne sont pas les proches collaborateurs du délégué général qui peuvent servir de passerelle. Eux aussi sont de brillants sujets, trop brillants peut-être même, mais aux yeux des pieds-noirs, qui se méfient des intelligences supérieures, ils symbolisent cette aristocratie parisienne peu au courant des réalités et où se recrutent les intellectuels de « gôche ». Jean Poincaré, le directeur des affaires politiques, qui est chargé de prendre le pouls des Français d'Algérie, a conscience de tout ce qui sépare les Européens du délégué général et de son état-major.

« Il y a de la morosité dans l'air, rapporte-t-il un jour à Paul Delouvrier. Les Européens sont tellement dans l'impossibilité de penser à une évolution de l'Algérie autre que celle qu'ils ont toujours connue qu'on ne peut pas discuter avec eux, d'autant que nous ne savons pas où nous allons. »

Sur la corde raide

Avec les militaires, le délégué général n'aura pas plus de chance qu'avec les civils dès qu'il abordera le problème algérien sous l'angle strictement politique. Il aura même de sérieux ennuis avec le colonel Gardes. Au lendemain du discours du 16 septembre sur l'autodétermination, le patron de l'action psychologique se lancera de tout son cœur et de toute son âme sur la seule voie qui lui paraît répondre à la fois aux aspirations de tous les Algériens sans distinction et à la mission de l'armée ainsi qu'au sens profond de son combat contre le F.L.N. : la francisation. Le délégué général devra user de toute son autorité pour freiner l'action du 5e bureau.

Dans les discours qu'il prononce à l'occasion de ses voyages, Paul Delouvrier réalise de véritables exercices de corde raide pour redonner confiance aux uns et aux autres. Mais quand, à Constantine, il déclare : « Le combat de la France pour la liberté a plus que jamais tout son sens, celui des rebelles n'en a pas », il cultive le paradoxe, tant il est vrai que c'est le combat de l'armée française qui n'a plus de sens véritable à partir du moment où l'indépendance est offerte à ceux qui se battent pour l'obtenir dans les trois options du 16 septembre.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ses entretiens avec les militaires « engagés » tournent le plus souvent au dialogue de sourds avec des échanges de répliques aigres-douces.

Mais que pourrait-il faire d'autre? Privé de directives précises de la part du chef de l'État, qui entretient à des- ▶



"Delouvrier en Guinée" "De Gaulle au poteau"



sein le vague et le flou, isolé des Européens, qui s'abandonnent de plus en plus à leur inquiétude quant à leur sort final et qui écoutent aveuglément les « sirènes » de l'activisme, coupé de la masse musulmane, attentive, prudente et surtout menacée de représailles par les fellaghas, le délégué général occupe une position inconfortable.

Pour donner une consistance à son rôle, il reste heureusement le plan de Constantine dont les grandes lignes ont été définies par le général de Gaulle dans le discours qu'il a prononcé le 3 octobre 1958, quelques jours après le référendum, dans la capitale du Constantinois. Ce programme économique et social, qui doit s'étaler sur cinq ans, tend à ce que « ce pays si vivant et si courageux, mais si difficile et si souffrant, soit profondément transformé; que les conditions de vie de chacun deviennent constamment meilleures; que les ressources du sol, du sous-sol, le travail des habitants, la valeur des élites y soient mis au jour et développés; que les enfants y soient instruits; bref, que l'Algérie tout entière prenne sa part du bien-être et de la dignité que la civilisation moderne peut et doit procurer aux hommes ».

Au bord du gouffre

Ce plan, pour lequel la France consent un sacrifice financier jamais égalé jusque-là pour des régions sous-équipées de son propre territoire, prévoit :

- L'intégration d'un dixième au moins des Français d'Algérie des deux anciens collèges dans le corps de l'État et dans l'armée;
- La parité des traitements et des salaires entre la métropole et l'Algérie;
- L'attribution de 250 000 hectares de terres nouvelles à des cultivateurs musulmans;
- L'exploitation du pétrole et du gaz sahariens;
- La construction de grands ensembles industriels métallurgiques et chimiques (complexes sidérurgique de Bône et pétrochimique d'Arzew, en Oranie);
- Des logements nouveaux pour un million de personnes;
- La création de 400 000 emplois;
- La scolarisation des deux tiers des enfants en cinq ans et la scolarisation totale trois ans après.

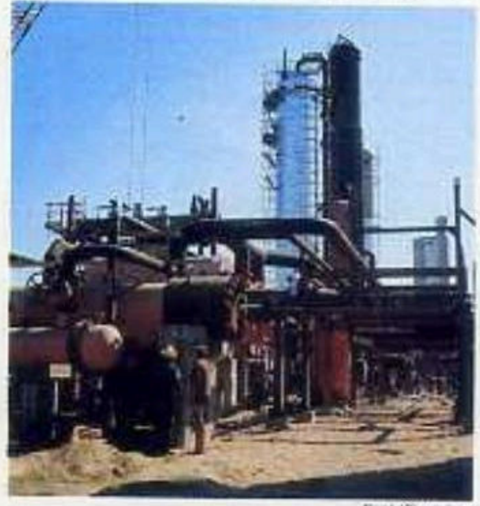
Mais cet ambitieux programme porte-t-il en soi « la » solution du problème algérien? Pendant des années, les élus européens se sont évertués à affirmer qu'il suffirait de profondes réformes économiques et sociales pour ramener le calme en Algérie. En 1959, aucun responsable, quel que soit son niveau, ne peut plus ignorer que le problème est avant tout un problème politique. Dès lors, et singulièrement depuis que les Algériens savent que le choix leur sera laissé entre la francisation, l'association et l'indépendance, lancer un tel plan, avec les investissements qu'il entraîne obligatoirement, n'est-ce pas un pari dangereux? De leur côté, les industriels accepteront-ils le risque de s'installer dans un pays qui peut, un jour ou l'autre, « couper les amarres »?

Si le délégué général se pose toutes ces questions, c'est dans le secret de sa pensée. Toute son action, tout son dynamisme, tous ses efforts montrent à l'évidence qu'il est convaincu que l'Algérie, une fois « déclochardisée », pour reprendre un terme favori de De Gaulle, choisira de rester dans l'orbite de la métropole. Ses brillantes qualités d'économiste et de financier, Paul Delouvrier les met au service de la réalisation du plan de Constantine.



◀ Un regroupement dans le Sud oranais : un village construit selon les normes de l'amélioration de l'habitat rural. Selon une statistique, 740 908 personnes vivaient dans des regroupements en octobre 1956. Malheureusement, à côté de belles réalisations comme celle-ci, il y a encore trop de camps « provisoires » !

Le Sahara : hier, le domaine des nomades et des méharistes ; aujourd'hui, celui des pétroliers. La France fonde de grandes espérances sur les champs pétrolifères qui y ont été découverts. A Hassi-R'Mel *(en haut, à gauche)*, un important gisement de gaz naturel et de pétrole a été découvert. La liquéfaction à Arzew *(en bas)* d'une partie de la production permet des exportations vers l'Europe par navires méthaniers.



Au printemps de 1959, après la célébration de l'anniversaire du 13 Mai, qui n'a pas tourné au fiasco complet, en dépit des mots d'ordre des mouvements « Algérie française », grâce aux anciens combattants et surtout à l'action psychologique de l'armée, le délégué général a lancé dans le bled la politique des « mille villages » pour remplacer les camps de regroupement. Ces derniers avaient été hâtivement créés pour abriter les populations musulmanes chassées des zones interdites. D'une manière générale, les sites avaient été mal choisis. Éloignés de leurs champs, les malheureux fellahs étaient devenus des demi-clochards, des déracinés incapables de s'adapter et qu'il fallait secourir. Préfets, sous-préfets et officiers des S.A.S. ont reçu des crédits substantiels pour transformer ces ghettos en véritables villages.

Quant au plan de Constantine lui-même, en dépit de toutes les incertitudes politiques qui pèsent plus que jamais sur l'Algérie, son démarrage est spectaculaire. Les avantages financiers consentis par l'État incitent les industriels à tenter l'aventure de l'autre côté de la Méditerranée. A la demande de Paul Delouvrier, des dispositions ont été prises très discrètement dans la loi de finances pour 1959 afin de garantir les entreprises du « risque politique ». Près de quatre cents accepteront de s'implanter en Algérie. Parmi les plus importantes : Berliet, à Rouiba, près d'Alger, Renault, Michelin, Unilever...

Au mois de juillet 1959 naît la Société bônoise de sidérurgie qui doit construire le complexe de Bône. Son président, M. Vaucaire, qui est le directeur général des établissements Schneider, précise, au cours d'une conférence de presse, que le premier coup de pioche du chantier pourra être donné en octobre. Intervenant, Delouvrier déclare :

– Monsieur le président, si vous le permettez, je poserai d'abord comme règle de principe que ce qui m'intéresse personnellement en tant que délégué général, c'est le dernier coup de pioche.

M. Vaucaire reprend en souriant :

– Si tout va bien, la fonte commencera à être produite fin 62, début 63.

1962-1963 ! Que restera-t-il à ce moment des derniers espoirs d'une solution française ? Et qui, après l'épouvantable, l'atroce agonie qui précédera l'indépendance de l'Algérie, dans un dernier sursaut aveugle et sanglant, se souviendra de ces courageuses et lucides paroles de Vuibert, le directeur du plan, au délégué général :

« Le plan de Constantine est un plan français. Si l'Algérie ne doit pas rester française, ma place n'est plus ici. Ce n'est pas un plan gratuit, ce n'est pas de l'art pour de l'art, de la promotion pour de la promotion, mais une promotion pour la France. »

Au début du mois de novembre 1959, lorsque le chantier du complexe sidérurgique de Bône commence à sortir de terre, le chef de l'État, dans sa conférence de presse du 10, fait de nouvelles concessions au F.L.N. en conviant les membres du G.P.R.A. à établir avec lui les bases du référendum. Le lendemain, au cours de la cérémonie du 11 novembre, Delouvrier, pâle, digne et droit, peut entendre les Algérois lui crier : « Delouvrier en Guinée ! De Gaulle au poteau ! »

C'est une épreuve qui en prépare d'autres, beaucoup plus cruelles. Dans deux mois, en effet, Delouvrier et Challe vont vivre un terrible drame de conscience face aux barricades.

Le brillant économiste plongé depuis treize mois dans la fournaise, le grand commis de l'État sûr de soi et de sa mission deviendra alors, le temps d'un pathétique appel à la radio, un homme déchiré s'efforçant de retenir, au bord du gouffre, ses compatriotes en détresse et comme pris de vertige... H

Francis ATTARD

L'HISTOIRE D'



En haut : la Trappe de Staouéli au temps de la conquête de l'Algérie : quatre mille hectares de bonne terre, une fois défrichés. *A gauche :* Henri Borgeaud. La Trappe fut pour lui une passion.

Au seuil du domaine de la Trappe, à Staouéli, premiers contreforts du Sahel algérois, ces collines qui longent la mer, il y a un porche, et sur ce porche, gravée dans le fronton, une inscription en latin, qui dit : « Voici les portes du ciel. » Il y a paradis et paradis. Celui des Borgeaud, qui devinrent propriétaires du domaine en 1905, ne correspondait pas forcément à celui des trappistes, venus de Lombardie pour exploiter cette vaste concession que leur octroya le gouvernement français, en 1832. Cette année-là, le colon était plutôt rare, en Algérie. Pour les musulmans, les hommes qui servent Dieu ont droit au respect. Les trappistes purent donc fonder la Trappe de Staouéli sans craindre la dissidence. Près de quatre mille hectares de belle terre, une fois défrichés. La Trappe avait son couvent, sa chapelle, ses cuveries, son cellier, ses écuries. Elle employa peu à peu une main-d'œuvre autochtone. Sans chercher à évangéliser : la mission trappiste n'est pas là.

Le hasard, c'était l'asthme

Les vignes poussèrent, renouant avec la tradition agricole de l'Algérie romaine. 1 800 hectares de vigne, dont cinquante hectares de chasselas, ce raisin précoce. Le domaine de la Trappe devint une raison sociale et ses étiquettes ornèrent les bouteilles d'un vin blanc qui fit carrière.

Le temps passa. Dans ce même temps, un certain Georges-Henri Borgeaud se mariait, à Lausanne. De ce mariage naquirent sept enfants, quatre garçons et trois filles. Les garçons s'appelaient Alfred, Jules, Charles et Lucien. On les éleva dans la rigueur du culte calviniste. Leur père, Georges-Henri, dirigeait l'éducation et les cultes du canton de Vaud.

Le hasard seul fit que le nom de Borgeaud devînt celui d'une dynastie pied-noir. Ce hasard, c'était l'asthme. A soixante-six ans, Georges-Henri Borgeaud, contraint de soigner son asthme dans un pays chaud, fit appel à un de ses anciens condisciples, Louis-Eugène Tisserand, devenu, sous le second Empire, directeur de l'Agriculture, et qui s'employait à développer en France l'enseignement agricole, « selon des méthodes rationnelles ».

— Veux-tu partir pour l'Algérie, participer à la fondation d'une école d'agriculture? demanda Tisserand. C'est un pays de soleil. Un pays neuf.

Toute la famille Borgeaud, Georges-Henri, son épouse et leurs sept enfants prirent le bateau pour l'Algérie. L'ère des défricheurs était déjà révolue. 1872, c'était l'époque où s'amorçait celle des grandes entreprises, et des belles réussites, pour peu qu'on s'en donnât la peine. Ce que firent les Borgeaud. Les quatre fils essaimèrent dans le commerce, la bourgeoisie, les consulats. Une société naissait à Alger.

Sa vocation : les affaires

Mais la Trappe dans tout ça? Nous y arrivons, par le biais de Jules Borgeaud, l'un des fils, devenu consul de Suisse. Il épousa, à Alger, en l'église Saint-Augustin, Mlle Brissonnet, dont le père était magistrat, le frère, vicaire général de l'archevêché, une grand-tante, mère supérieure de l'ordre de Saint-Vincent-de-Paul. Bref, ce fils de calviniste s'alliait à des catholiques fervents. Sa jeune femme avait elle-même le titre de dame patronnesse de l'épiscopat d'Alger.

Les Borgeaud élevèrent leurs enfants dans la religion de la mère, et un de leurs fils, Paulin, commença ses études au petit séminaire de Notre-Dame-d'Afrique. Le temps passa. Les affaires de Jules Borgeaud s'épanouirent dans le commerce des céréales, de l'alfa, du bois, du crin végétal et des produits chimiques. Toutes ces tractations d'import-export avaient leur siège au 12, boulevard Carnot, sur ce qu'on appela d'abord le boulevard de l'Impératrice.



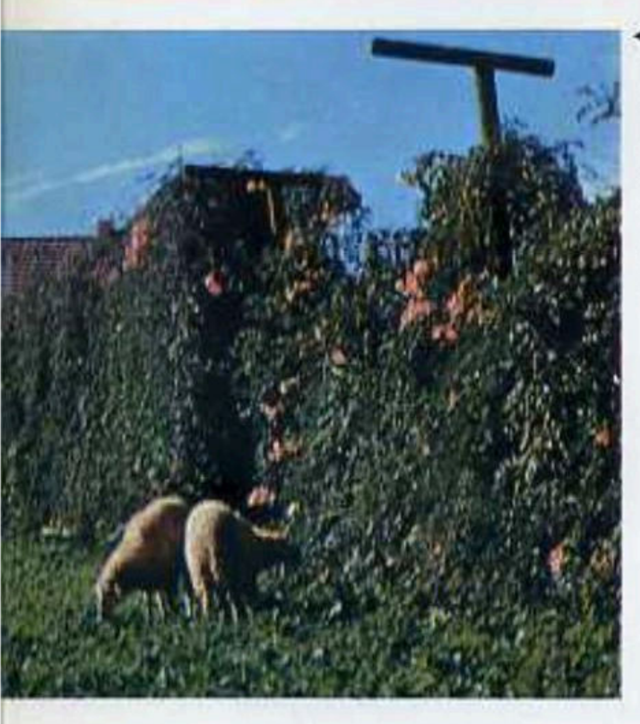
A Notre-Dame-d'Afrique, Paulin servait la messe, étudiait sous la férule d'un prêtre, le P. Georges, qui l'emmenait souvent chez les trappistes de Staouéli. La Trappe était pour lui une sorte de royaume fabuleux. Tout y était grand, silencieux, ordonné. Des bâtiments aux rangées de vignes qui descendaient jusqu'à la mer.

Par la suite, Paulin Borgeaud laissa le séminaire pour continuer ses études au lycée Bugeaud, passa ses bachots, et sur les conseils de son père, voyagea en Europe, pour pratiquer l'allemand et l'anglais. Son père avait décelé sa véritable vocation : les affaires. Il l'associerait aux siennes. Rentré de son périple, Paulin s'installa donc avec son père,

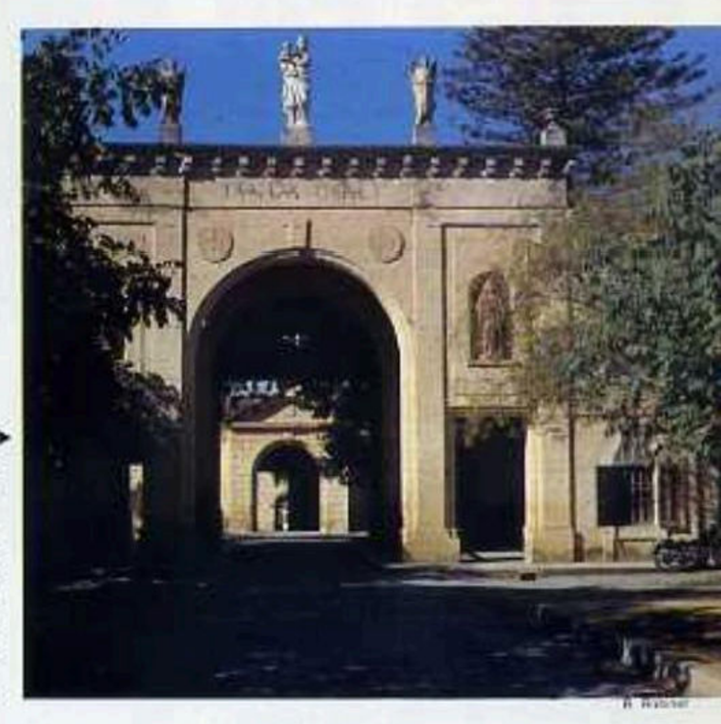


◀ Borgeaud règne sur un superbe domaine *(ici, les orangeraies)*. Mais il y règne en maître paternaliste. Il emploie 6 000 personnes environ. Il paie bien, il nourrit bien, il loge bien. Ses ouvriers musulmans l'aiment et le respectent. Sa vertu principale : le travail.

N ROYAUME FABULEUX



◄ Un coin du vaste et riche domaine d'Henri Borgeaud, chef de tribu et seigneur radical de la IIIe République. Ses vignobles produisent quelque 40 000 hectolitres de vin par an.



Après l'indépendance, ► la Trappe sera le témoignage de la « maison du colon ». Ici, la porte d'entrée principale sur laquelle est gravée en latin l'inscription : « Voici les portes du ciel » : un temps bien révolu.

12, boulevard Carnot. Il avait vingt ans. Entre-temps, ç'avaient été le ministère Combes, les lois réglant le statut des congrégations.

Bref, la Trappe menacée, les religieux contraints de rejoindre la Lombardie.

Des calvinistes dans votre sanctuaire ?

Un matin, on vient dire à Paulin Borgeaud qu'un prêtre demande à le voir. C'est le P. Georges, son professeur au petit séminaire. Il demande à Paulin de le faire recevoir par Jules Borgeaud, son père.

– J'ai calé la porte et j'ai écouté, dira Paulin plus tard. Et j'ai entendu le P. Georges proposer à mon père de racheter la Trappe. Mon père s'étonna :

« – Un calviniste dans un sanctuaire catholique ?

« – Votre femme ne s'y sentira pas étrangère.

En fait, c'est en raison du rôle que jouait Mme Borgeaud dans les milieux catholiques que les trappistes faisaient leur offre.

– C'est pratiquement à ma mère qu'ils proposaient la Trappe.

La somme avancée pour le prix du domaine paraît dérisoire, même si on la replace dans le contexte de l'époque : 15 000 francs. Entre 1905 et 1910, c'était une grosse somme. Bref, Jules Borgeaud demanda à réfléchir. Et le soir, chez lui, quand il annonça l'offre des trappistes, l'enthousiasme des siens l'emporta. On cria au « cadeau de la Providence », à « l'affaire merveilleuse ».

Encore fallait-il réunir les fonds. Un notaire s'y employa, Me Peisson, dans son étude du square Bresson, qui était alors le cœur d'Alger. La Trappe allait changer de maîtres.

Pourtant, passé le temps des éblouissements, Jules Borgeaud comprit que la Trappe serait pour lui un fardeau. Il était commerçant, non agriculteur. Le domaine était immense et réclamait une administration rigoureuse, faute de quoi tout partirait vite à vau-l'eau. Alors, il proposa à deux de ses frères, Lucien et Charles, de fonder une petite société à responsabilité limitée. Lucien était ingénieur agronome. Charles, administrateur.

En fait, Jules se retira assez vite de la société. Comme Charles n'avait pas d'enfant, le domaine revint à Lucien Borgeaud et, par héritage, à Henri Borgeaud, qui lui donna tout son essor.

La Trappe était sa passion. Il y vivait dans une maison dont le style était celui d'une villa de bourgeois cossu. Sans faste superflu. Il y recevait aussi. La salle des fêtes de la Trappe pouvait contenir des banquets de trois cents personnes. On l'avait équipée d'une scène de théâtre. En fait, les réjouissances à la Trappe s'inspiraient des plus pures traditions « pied-noir ». Au dire de témoins : méchouis de dix à quinze moutons, en plein vent, dans l'immense cour du domaine, et *paella* monstre.

A la différence des grands planteurs d'Indochine, prisonniers de leur morgue – et peut-être cela était-il dû au fait que la Trappe longe la Méditerranée – Henri Borgeaud ouvrait ses portes allègrement, discutait de plain-pied avec ses ouvriers et posait sur son domaine l'œil d'un maître compréhensif.

Nasser en visite

Jusqu'au bout, Henri Borgeaud tenta de sauver son domaine. Il est évident, que ce domaine-là en valait la peine, avec ses trente mille hectolitres de vin produits chaque année. Sans parler des orangeraies, des cultures maraîchères, des fruits. Mais il entrait d'autres mobiles dans cette volonté désespérée d'éviter le naufrage : ceux de tous les colons poussés par l'étrange certitude que la terre appartient à ceux qui l'ont enrichie et par la passion des terriens pour leur œuvre.

Après la nationalisation de la Trappe, dernier chapitre de cette histoire, Ben Bella recevra Nasser en visite en Algérie. Il choisira comme cadre de cette réception, la villa du dernier seigneur de la Trappe, fera les honneurs de la demeure, des installations, des vignobles. Avec, au dire d'un journaliste présent, « une sourde exultation ».

Passant sous l'inscription : « Voici les portes du ciel », lui non plus ne se doutait pas que le ciel du pouvoir s'obscurcirait aussi brutalement. H

Claude BERGER

DE GAULLE EST MIS EN GARDE



DIX-HUIT mois ont passé, depuis les folles journées de mai 1958... Force est de reconnaître que l'année 1960 s'ouvre sous de fâcheux auspices. L'affaire d'Algérie est tombée, une fois de plus, dans l'ornière et le sentiment qui l'emporte est fait de lassitude, d'irritation, si ce n'est d'exaspération.

Le premier à afficher son impatience est le général de Gaulle lui-même. Même si les combats ne font plus que « se traîner », l'affaire bloque tout l'avenir politique de la France tel qu'il le conçoit. L'Algérie retarde la modernisation de l'armée, empêche le chef de l'État de jouer le grand rôle diplomatique auquel il aspire entre les deux Grands, avec l'appui du tiers monde, en particulier des pays arabes... Une guerre qui ne veut pas dire son nom contribue encore à diviser le pays.

La déception du président de la République est d'autant plus vive que l'enlisement risque à la longue de discréditer l'image de marque du chef prédestiné. Enfin, à des avances répétées, « paix des braves », autodétermination, offre du 10 novembre d'entamer des pourparlers, le F.L.N. ne réplique que par des exigences qui frôlent l'insolence ! Aucun référendum, en particulier, ne pourra avoir lieu « sous la pression d'une armée d'occupation d'un demi-million d'hommes » ! Quant aux représentants du G.P.R.A., en cas d'éventuelles négociations, ils ne seraient autres que les prisonniers de l'île d'Aix !...

Les terroristes se surpassent

La colère grandissante des Européens d'Algérie est d'une autre nature, est-il besoin de le préciser. Au fil des mois, l'immense espoir du 13 Mai, fondé sur un mot magique : l'intégration, s'est effrité, pour laisser de nouveau la place à l'incertitude, à l'angoisse. Depuis l'annonce de l'autodétermination, complétée par la conférence de presse du 10 novembre, qui invite les chefs de la rébellion à venir négocier « n'importe quand, soit en secret, soit publiquement », il n'y a plus à s'y tromper. De Gaulle rejette l'Algérie française, opte pour une voie qui ne peut conduire qu'à l'indépendance. C'est du Guy Mollet aggravé.

La colère est d'autant plus vive que le terrorisme effectue une remontée spectaculaire, même si les statistiques s'efforcent de prouver le contraire. En décembre 1959, on enregistre 1 124 attentats contre 1 668 au cours du même mois de l'année précédente. En réalité, si le F.L.N. frappe moins, il frappe plus « intelligemment » et concentre ses coups dans la région d'Alger et en Mitidja. Le jour de Noël, les tueurs du F.L.N. se surpassent.

Les colonels rongent leur frein

Une bombe explose rue d'Isly, blessant 41 personnes et faisant deux morts, dont une fillette de sept ans. A proximité de la ville, un car est arrêté et un Européen assassiné.

Les jours suivants, les mitraillages de voitures, les meurtres, les enlèvements se succèdent. Le 3 janvier, on apprend l'assassinat du maire de Changarnier et de sa femme... Une semaine plus tard, deux Européens sont tués à la coopérative agricole de Marengo. De cette vague d'attentats, une conclusion se dégage. La politique ambiguë du chef de l'État fait perdre le bénéfice de la bataille d'Alger...

Toute une partie de l'armée pense de même, notamment les grands ténors de l'action psychologique, à commencer par les colonels Gardes, Argoud, Broizat... Les dernières initiatives du général de Gaulle n'ont fait que les ancrer dans une certitude acquise depuis des mois. Le général n'entend rien à la guerre subversive. Les consultations électorales répétées, l'annonce d'un référendum, illégal à plus d'un titre, jettent le trouble dans l'âme des musulmans, qui doutent à nouveau de la volonté de la France de conserver l'Algérie. Les colonels rongent leur frein et envisagent la possibilité d'appliquer une politique en contradiction avec les engagements pris. De là à projeter un 13 Mai nouvelle manière...

Mais le plus troublé est peut-être le délégué général lui-même. Au début de 1960, Delouvrier regagne Alger après quelques semaines de convalescence à El-Goléa, à la suite d'une opération.





L'homme paraît détendu, reposé, mais le hâle ne fait que dissimuler une profonde inquiétude. En haut fonctionnaire obéissant, Delouvrier a accepté de « représenter la France en Algérie », avec l'intention bien arrêtée de ne pas faire de politique et de se consacrer au développement économique et social du pays, Challe s'appliquant à la destruction de la « force de frappe » de la rébellion. Le reste suivrait...

En réalité, le délégué général se trouve pris au piège. En l'espace d'un an, l'atmosphère d'Alger s'est singuliè-

Paul Delouvrier. Tous les quinze jours, il se rend à l'Élysée pour informer le chef de l'État de la situation en Algérie. De ces entretiens, il ressort clairement qu'une épreuve de force se prépare entre Paris et Alger.

Le colonel Broizat, parachutiste, docteur en théologie, dialecticien subtil, défenseur de l'Algérie, « dernier bastion de l'Occident chrétien ». Il commande le 1er R.C.P. et sera l'un des hommes clefs du drame du 24 janvier.

Guillaumat, ministre des Armées. Pendant trois jours, Challe et Delouvrier, après le « scandale » Kempski, essayeront de le convaincre, ainsi que Michel Debré, de la nécessité de laisser le général Massu en place à Alger.

Le général Gambiez, commandant le corps d'armée d'Oran. Parfaitement conscient de la dégradation de la situation en Algérie depuis le discours du 16 septembre, Gambiez interviendra auprès du chef de l'État.



F. Grignon/Paris-Match

rement dégradée. La marmite bouillonne et il n'est plus possible de considérer la fermentation croissante des milieux politiques et militaires comme une simple « péripétie ».

Le trouble du délégué général est d'autant plus grand qu'il ne réussit pas lui-même à voir clair dans la politique en principe définie par le chef de l'État. Il y a l'ambiguïté des paroles, l'écran de ceux qui entourent de Gaulle, Bernard Tricot, rallié au fond de lui-même à l'indépendance, le général de Beaufort, resté très « Algérie française », et Debré, torturé, déchiré entre ses convictions et son allégeance. Position rendue encore plus désagréable par le fait qu'à des questions précises le général de Gaulle refuse de répondre et ne fournit à son représentant aucune ligne directrice.

Au cours de la dernière tournée du président de la République en Algérie, Delouvrier, prenant son courage à deux mains, a osé interroger le général sur la « meilleure solution » procédant de l'autodétermination : « Mon général, pour qu'il n'y ait pas d'erreur d'interprétation, je voudrais vous poser une question. Lors d'un éventuel référendum, il serait difficile de demander à l'armée de rester neutre. La solution qu'elle devrait appuyer serait bien l'association, car les deux autres solutions paraissent impossibles? » De Gaulle détourne la conversation. A l'issue du déjeuner, Delouvrier revient à la charge. Là encore, pas de réponse.

Force est donc de se rabattre sur les interprétations. Mais, à ce jeu, Delouvrier et Challe divergent, pour la première fois, d'opinion. Pour le commandant en chef, il n'y a que la francisation. Prenant son « bâton de pèlerin », il ne s'est d'ailleurs pas gêné pour le déclarer aux officiers supérieurs des corps d'armée : « L'autodétermination est une solution valable parce qu'elle est démocratique. Quant aux variantes qu'elle implique, personne ne vous demande de faire un choix. Vous avez d'autres choses à faire qu'à hésiter entre les multiples formes d'intégration, de francisation ou d'association qu'il est loisible d'imaginer. Mais, pour un chef, ce n'est pas prendre parti que d'être sûr que les garçons qui sont sous ses ordres ne peuvent se faire tuer que pour un enjeu français. Cela, je vous autorise à le dire à vos subordonnés. Ils doivent savoir que, quelle que soit l'autodétermination offerte au peuple algérien, l'armée continuera à se battre pour que l'Algérie demeure française ! »

« La valise ou le cercueil »

Ces dissonances nées d'une incertitude contribuent à la fermentation et à la montée des périls. Depuis novembre 1959, le Front national français d'Ortiz cristallise, monopolise le mécontentement, l'inquiétude des Européens. Les réunions se multiplient, les slogans couvrent les murs : « Pour nous, désormais, c'est la valise ou le cercueil », « La détermination des Français d'Algérie vaincra l'autodétermination de De Gaulle », « Nous ferons la révolution les armes à la main », « Alger deviendra Budapest, mais nous resterons ».

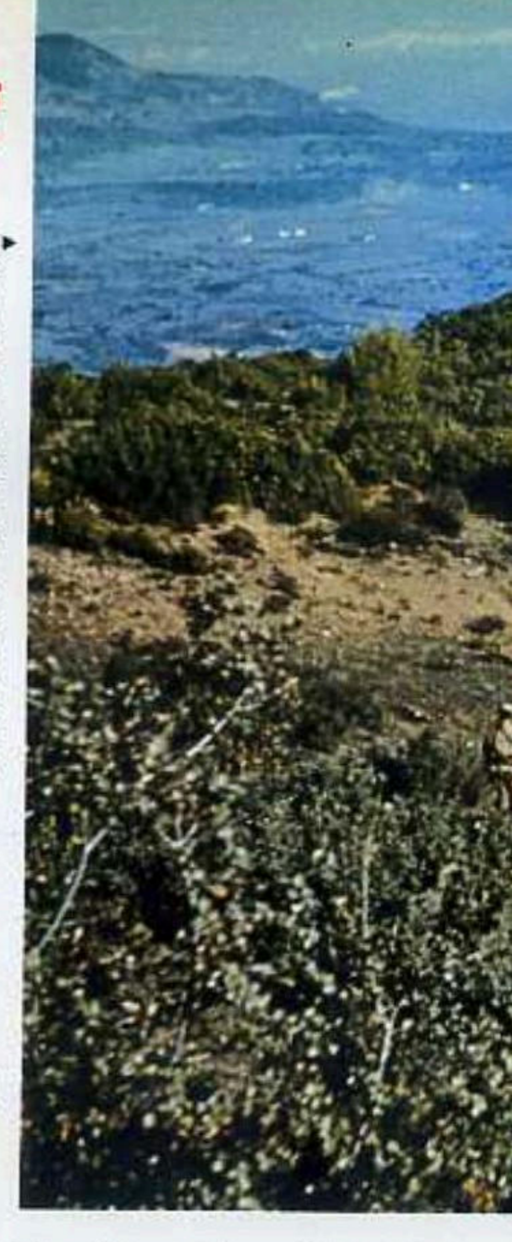
Bien renseigné, Delouvrier suit l'évolution du mouvement activiste. Il sait que Joseph Ortiz dispose, avec l'O.P.A.S., d'une milice privée, avec brassards à croix celtique. Il n'ignore pas les liens entre le F.N.F. et certains éléments des unités territoriales. Il n'ignore pas non plus les contacts entre Ortiz, le responsable du 5e bureau, Gardes, et l'adjoint de Massu, Argoud, sans démêler naturellement les intentions secrètes et les arrière-pensées.

Pendant quelque temps, le délégué général a pu encore s'illusionner. Massu ne constitue-t-il pas un bras séculier à toute épreuve. On doit pouvoir compter sur le grand maître politique et ▶

enfin, de Gaulle écarte toutes les allusions au malaise de l'armée, au "péril militaire"



◀ Le général Challe. A propos des paroles explosives prononcées par le général Massu au cours de son entretien avec Kompski, il écrira plus tard : « Même si ses paroles reflétaient les sentiments normaux de nombreux militaires devant les carences de Paris, elles n'étaient pas forcément bonnes à dire à un journaliste étranger. » Lui-même avait reçu le journaliste allemand peu de temps avant.



Les opérations sur le ▶ terrain, cependant, se poursuivent un peu partout en Algérie. L'armée avait accueilli l'autodétermination avec méfiance mais sans réelle hostilité, et la plupart des officiers pensaient que la partie pouvait être sauvée en gagnant sur le terrain. Pourtant, l'éternelle question se posait : « Pour quoi combattons-nous ? » Et surtout : « Comment expliquer cela aux musulmans qui se battent à nos côtés ? »

militaire de l'Algérois, soldat avant tout, gaulliste impénitent. Bientôt, il faut déchanter. Massu minimise l'action d'Ortiz et consorts, il refuse de voir la manœuvre en préparation qui consisterait à obliger de Gaulle à changer de politique. Invité à désavouer publiquement les menées des groupes activistes, Massu se démasque partiellement et se retranche derrière ses colonels, Argoud et Broizat. Certes, le commandant du corps d'armée d'Alger impressionne encore. Il veut éviter une aventure, mais le doute s'insinue...

De tout cela, tous les quinze jours, à chaque voyage à Paris, Delouvrier ne cesse d'informer de Gaulle. Mais le chef de l'État reste impavide et les rencontres tournent souvent à l'aigre. Aux objections, aux sujets d'inquiétude, le maître réplique par des boutades ou des formules à l'emporte-pièce. A une question sur d'éventuelles négociations avec le G.P.R.A., de Gaulle traite Delouvrier d'« activiste de gauche ». « Jamais, rugit-il, je ne livrerai l'Algérie à Ferhat Abbas ! » S'il s'agit des pieds-noirs, c'est l'épithète « activiste de droite » qui fuse : « On ne conciliera jamais les Européens avec les Algériens dans une Algérie libre. » Enfin, de Gaulle écarte d'un revers de main toutes les allusions au malaise de l'armée, au « péril militaire ».

Pourtant, à la fin de l'année 1959, Delouvrier insiste. Il est des militaires qui n'obéiront pas. « Mais si, Delouvrier, les militaires obéiront. Quand un militaire se mêle de faire de la politique il ne fait que des c... Voyez Dreyfus. Leur métier, c'est de lutter sur le terrain. » De fait, le président de la République se désintéresse totalement des doctrines de la guerre subversive et force est de reconnaître que Challe, qui ne tremble que pour ses effectifs, contribue à rassurer le général de Gaulle sur le loyalisme de l'armée.

De ces entretiens de l'Élysée, Delouvrier sort avec une appréhension croissante. Le « clash » est imminent et, visiblement, le chef de l'État paraît vouloir l'ignorer. Dans l'atmosphère survoltée d'Alger, la moindre étincelle peut provoquer l'explosion. De fait, c'est le 18 janvier que se produit l'incident avec l'interview de Massu par un journaliste du *Süddeutsche Zeitung*. « Nous ne comprenons plus sa politique... Notre plus grande déception a été que le général de Gaulle soit devenu un homme de gauche... » Le retentissement est énor-

Bernard Tricot, entre Bourguiba et Chaban-Delmas, au ▶ cours d'un dîner à l'ambassade de France en Tunisie. Tricot, Auvergnat, fils d'un chirurgien-dentiste, est devenu en 1958 le collaborateur de René Brouillet aux affaires algériennes. Il est rallié à l'indépendance.

me. Massu l'indéfectible, le dernier rempart... Debré exige un démenti. Le vainqueur de la « bataille d'Alger » accepte sans trop se rendre compte encore qu'il vient de tenir lieu de détonateur et, somme toute, satisfait d'avoir « gueulé ».

Mais à l'Élysée, on ne l'entend pas de cette oreille-là. Le 22 janvier 1960, une réunion va se tenir avec tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par les affaires algériennes. L'heure de vérité approche, tout le monde le sent. La veille, dans *l'Express*, Jean Daniel écrit : *Les collaborateurs du général disent maintenant : « On ne peut pas éviter le coup de chien à Alger », mais ils ajoutent aussitôt : « On ne peut pas le faire pour rien; si cela ne débouche pas sur la paix, ce sera à recommencer dans quelques mois.* » En même temps, à Alger, une nouvelle se répand comme une traînée de poudre : « Massu a été rappelé à Paris, Massu ne reviendra pas. »



De fait, le 22 janvier, à l'Élysée, le siège du commandant du corps d'armée d'Alger est vide. Il y a là Delouvrier, Challe, Debré, Ely, Jouhaud, Olié, Gambiez, le secrétaire général Jacomet, Guillaumat, Chatenet, les préfets d'Algérie. Froid, impérial, de Gaulle domine l'assistance, mais la pâleur, la crispation du visage soulignent l'impatience, l'irritation, la résolution. De fait, ses propos sont dénués d'ambiguïté. Il n'y aura pas d'autre procédure que celle qui a été fixée le 16 septembre. La politique du chef de l'État ne changera pas. « Je demande un effort à tous. Si quelqu'un n'est pas d'accord, qu'il le dise. »

Avec mesure, Delouvrier expose ses inquiétudes, l'angoisse des pieds-noirs, angoisse qui tourne à la révolte, le trouble de l'armée, qu'il « convient de rassu-

la délégation générale avertit Challe et Delouvrier, par téléphone, que "ça va exploser" à Alger



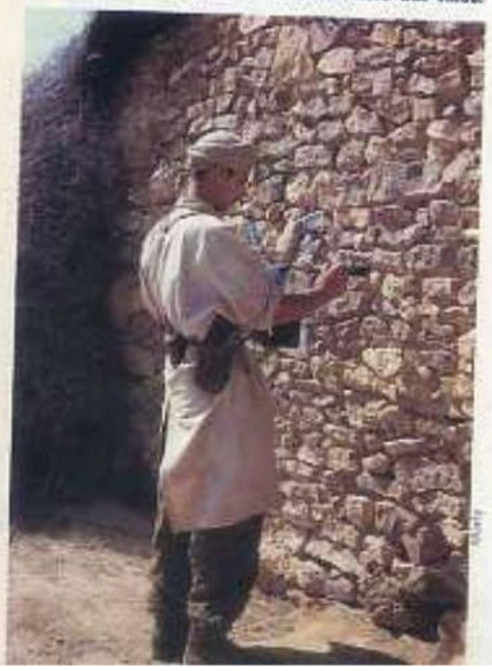
◄ A Alger, manifestation d'étudiants. Au fond, on aperçoit la croix celtique, emblème du Front national français de Joseph Ortiz. La croix celtique avait été l'emblème des frères Sidos de Jeune Nation.



A 3,6 km de ► Sidi-Ferruch, dans le sahel d'Alger, sur le monument qui commémore l'ouverture de la route, en 1830, par l'armée française, une croix celtique, symbole de l'Algérie française, a été peinte.



C'était l'époque du référendum, lorsque l'armée, se transformant en une formidable agence de publicité chargée d'organiser la campagne électorale de De Gaulle, collait des affiches et des papillons tricolores ou peignait des slogans sur tous les murs des villes.



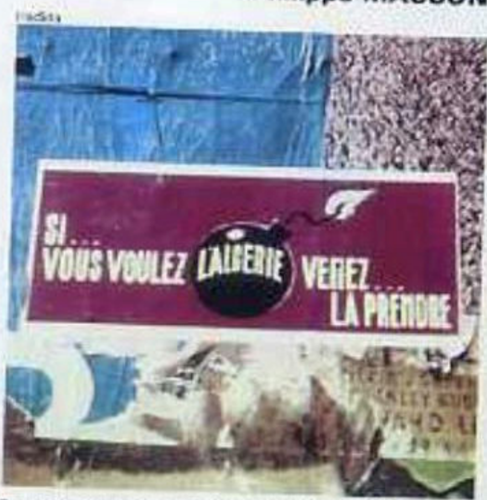
rer » si l'on veut éviter un « éclatement ». « Il faut d'abord, estime-t-il, jouer la solution qui permet de mener le combat et de vaincre totalement, c'est-à-dire la francisation. Après quoi, seulement, nous pourrons nous orienter vers la solution libérale. » Gambiez intervient à son tour : « C'est la première fois que j'ai l'honneur de présenter mon rapport au chef de l'État et je suis navré d'avoir le pénible devoir de constater que la politique de l'autodétermination éloigne de nous les musulmans. » Il est chaudement appuyé par les préfets régionaux d'Oran et d'Alger.

A 12 h 45, la réunion se termine. Toutefois de Gaulle convoque dans son bureau Challe, Delouvrier, Debré et Guillaumat. « Étant donné ce qui s'est passé, le général Massu ne peut pas retourner en Algérie. » Challe tente d'intercéder : « C'est fâcheux pour de nombreuses raisons. C'est un bon soldat, il a l'amitié, l'admiration de la population d'Alger, il la tient bien en main. Je vous demande de ramener Massu avec moi. Maintenir l'ordre sans lui sera très difficile. » Les autres acquiescent. Mais de Gaulle se montre inflexible : « Massu restera à Paris. » Sans conviction, Delouvrier demande qu'au moins on laisse Massu faire son déménagement à Alger. Sinon, ce sera l'explosion.

Le chef de l'État reste intraitable. Devant le désarroi de ses interlocuteurs, il se dresse, malgré tout. « Alors, nous voilà tous les cinq, Debré, Guillaumat, Challe et vous, Delouvrier. C'est nous qui avons la situation entre les mains. Nous n'allons pas tout de même nous laisser « refaire » par une poignée d'activistes ! » « Le sang coulera à Alger », murmure Challe, désabusé. « Mais non, vous exagérez. Prenez quand même vos dispositions pour que l'ordre soit maintenu ! »

A bout d'arguments, au comble du désarroi, Delouvrier et Challe s'apprêtent à reprendre l'avion pour Alger. Les nouvelles sont mauvaises. Par téléphone, la Délégation générale les avertit que l'excitation est à son comble et que « ça va exploser ». Trois unités d'élite de la 10e D.P. (3e R.P.I.M.A., 1er R.C.P. et 1er R.E.P.) sont dirigées sur Alger. Challe peste d'être obligé de se priver de troupes de choc pour une vulgaire « excitation civile et locale ». Les deux hommes n'en sont pas moins convaincus que le « clash » est inévitable. H

Philippe MASSON



Pour les activistes, « il y a une fâcheuse odeur de trahison dans l'air ». Et ils s'organisent pour le combat.

DE L'ÉMANCIPATION DE LA MUSULMANE



Corvée de bois pour cette femme ployant sous son fardeau. La condition de la musulmane a stagné depuis des centaines d'années dans des coutumes instituées par l'homme et pour l'homme. Parfois, comme au Mzab, elle demeure cloîtrée chez elle, parfois, comme dans l'Aurès ou en Kabylie, elle est plus libre et circule le visage découvert. Mais elle est astreinte alors aux plus rudes travaux.

POUR des millions de musulmanes en Algérie, la révolution du 13 mai 1958 a commencé, en fait, le 16, par une illumination où venaient se consumer quelques voiles arrachés brusquement dans les you you et les embrassades. On a pu trouver ce geste excessif, vouloir y flairer une mise en scène de circonstance, il n'en reste pas moins que le petit brasier alimenté sur le Forum par une poignée de femmes venait, symboliquement, plaider pour le destin de milliers d'autres. Il exprimait une ferme résolution d'en finir avec le carcan des traditions abusives et le secret des cours intérieures.

Bref, en ces jours de mai 1958, les femmes musulmanes revendiquaient, à leur tour, le droit à l'émancipation, publiquement et pour la première fois.

Toutes ces aspirations se résumaient en une phrase simple, toujours la même, maintes fois répétée, et avec quelle véhémence : « Nous voulons être les égales des hommes ! »

Ce vœu répondait moins à un goût excessif d'indépendance qu'au refus d'être plus longtemps vouées, sous leur toit, aux seules tâches subalternes. Bien sûr, à cela, les traditionalistes fanatiques haussaient les épaules, et les *hadjouzat*, les vieilles, opposaient une sourde résistance et la tactique de l'influence sur les maris — leurs fils — au sein du clan familial.

Pour le référendum, en septembre 1958, 80 % des femmes musulmanes se

(Suite page 2156)

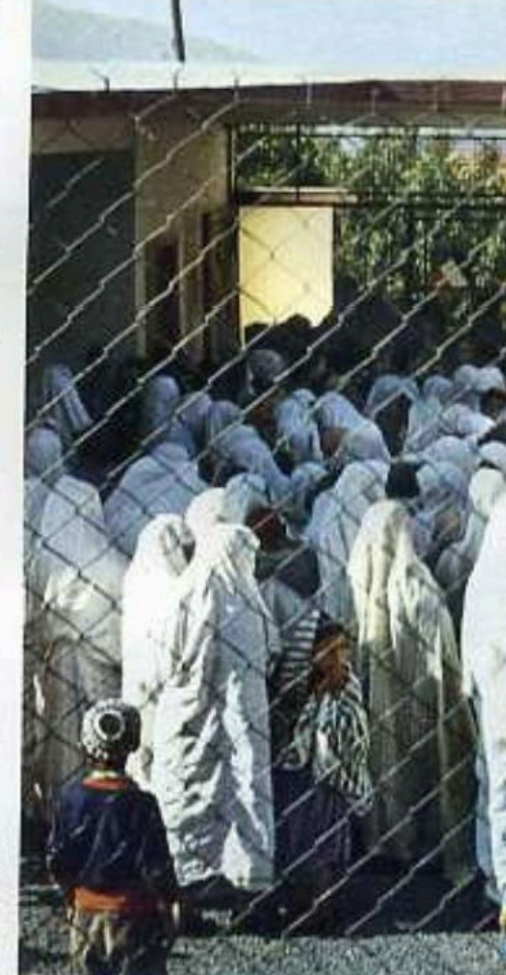


Des jeunes filles s'occupent de la corvée de bois. Parfois, elles doivent marcher longtemps, ainsi chargées comme des bêtes de somme.



“une femme, c'est bavard, ça ne

◀ Fraternisation franco-musulmane au balcon du Forum. *A gauche :* Salan en compagnie du général Allard. C'est sur le Forum, le 16 mai 1958, que la libération de la femme a commencé. Quelques musulmanes, spontanément, avaient jeté leur voile dans un petit brasier au milieu des « you you » et des embrassades. Geste symbolique qui exprimait pour certaines d'entre elles leur volonté d'en finir avec les traditions.



(Suite de la page 2153)

feront néanmoins inscrire, non seulement spontanément, mais parfois en tirant leur époux par la manche vers les registres électoraux.

Bien que bénéficiant jusque-là de droits politiques, elles n'avaient jamais pu les exercer. Cela tenait au rôle dans lequel on les reléguait, sans aucune porte sur la vie publique. Il fut pourtant projeté, dans le statut de 1947, que « les femmes musulmanes auraient le droit de vote » et qu'« une décision de l'Assemblée algérienne, prise dans les conditions prévues aux articles 14, 15 et 16 dudit statut, fixerait les modalités du droit de vote ».

Une coutume urbaine

Ces modalités ne furent pas plus fixées en 1948, par l'Assemblée algérienne, qu'en 1952 et 1953, par l'Administration. D'ailleurs, les plus acharnés à combattre l'idée que les musulmanes pussent voter furent alors certains délégués du deuxième collège. Bref, tout en resta là. Droit de vote? Bien sûr! Mais selon quelle modalité?

Le 18 mai, au balcon du Forum, où chacun, comme à Hyde Park, pouvait venir livrer sa tendance, une jeune fille brune, très pâle, lança un appel pathétique et désenchanté :

« Nous voyons à quel point nos vêtements traditionnels, notre existence de recluses, nous éloignent de nos sœurs françaises de religion différente. Nous voulons profiter des événements que traverse l'Algérie pour accentuer notre évolution ! »

La condition de la femme musulmane avait stagné dans des coutumes que l'homme, le clan, estimaient pratiques, au point de les identifier souvent à des principes religieux.

Ainsi, le port du voile, qui est la matérialisation de la condition de la femme, est une coutume urbaine et non pas une prescription de la loi coranique. Il est même expressément recommandé à la jeune fille de montrer son visage et ses mains avant le mariage, ce que la coutume interdit dans la pratique.

Quoi qu'il en soit, c'est le statut particulier des musulmanes — la procédure du mariage, celle de la répudiation, le statut successoral — que, dans la foulée du 13 mai 1958, on va tenter de modifier.

La polygamie devenait rare en Algérie. Les cas les plus fréquents étaient celui de l'homme déjà marié épousant la femme de son frère, pour éviter la dispersion familiale, ou celui du riche citadin peuplant sa maison d'épouses, pour que les travaux y soient plus légers à trois qu'à une. Les Kabyles, qui sont gens d'humour, prétendent que la polygamie n'est pas recommandable car, disent-ils, « une femme, c'est bavard, ça ne garde pas un secret, alors, imaginez deux ou trois, sous un seul toit ! »

Plus important, l'extrême précocité des mariages. On admettait fréquemment de donner en mariage une jeune fille impubère. Plus grave encore, le *djebr*, autre principe toléré, et d'ailleurs conforme aux coutumes : la fille n'a pas à intervenir dans le choix de son mari. En vertu du droit de *djebr*, le père décide pour elle. De surcroît, et contrairement



Fête chez des Kabyles où des Européennes ont été ▶ invitées. En mai 1958, se créèrent dans les villes et les villages d'Algérie des clubs féminins où se retrouvaient Européennes et musulmanes, et ce contact ne pouvait qu'accentuer le désir d'émancipation de ces dernières.

de pas un secret; alors, imaginez-en deux ou trois sous un même toit





Dans le statut de 1947, il avait été projeté que « les femmes musulmanes auraient le droit de vote », mais elles attendirent 1958 pour s'approcher de l'urne. Seule concession aux coutumes, elles votèrent dans des bureaux différents de ceux des hommes.



à la loi, il arrivait souvent que les jeunes époux ne se vissent pour la première fois que devant le lit nuptial. Que dire aussi de cette possibilité dont jouissait le mari musulman de répudier sa femme, sans autre forme de procès et sans indemnité ? Il lui suffisait d'utiliser une formule fort simple : « Je me sépare de toi. »

Le statut successoral est beaucoup trop complexe pour en faire ici l'analyse ; disons simplement que la femme y est toujours défavorisée, le mari prélevant le quart de l'héritage et elle, le huitième. Dans beaucoup de religions, d'ailleurs, il était d'usage, sinon de droit, de déshériter complètement les filles. Pour cela, il fallait constituer un *habous*, lieu saint, ou hôpital, ou œuvre de bienfaisance. On désignait aussitôt des usufruitiers intermédiaires (les descendants mâles de la lignée mâle, par exemple), et il arrivait même que le constituant du *habous* se désignât comme premier usufruitier.

La vie du clan

Ainsi, coupées d'un monde qui de lustre en lustre accomplissait sa destinée moderne, peu de femmes, en 1958, des terrasses de la Casbah d'Alger aux cours des mechtas, avaient conscience de leur personnalité, de leurs aspirations. Des générations de soumission à l'homme faisaient qu'elles avaient pris l'habitude de vivre, non d'exister ! Leurs exigences ? Les joies de la maternité ! Leurs loisirs ? D'intarissables bavardages autour des tasses de café, dans la cour intérieure des maisons. Leur ▶

...et il y eut ces voiles lancés dans le feu

horizon? Un monde réduit aux limites de la vie du clan. Même le sort de la femme kabyle, qui travaillait aux champs le front libre, apportait au foyer sa part de labeur, et par là même avait droit de regard sur les comptes, sur la marche du budget, n'échappait pas pour autant aux volontés de la *karouba* (tous les membres d'une même famille). Nous y reviendrons.

C'est à l'âge canonique que la femme musulmane prend sa revanche sur toute une vie de servitude. A l'âge où, ses fils mariés, elle dispose d'une, parfois de plusieurs brus, sur lesquelles elle va régner. Régner au point que, parfois, un jeune couple ne résistait pas aux volontés de la mère du mari, laquelle allait jusqu'à exiger, pour des motifs bénins, la répudiation.

Une belle-mère offensée !

Il faut raconter l'histoire de ces jeunes fiancés de culte musulman, évolués, puisque l'un et l'autre s'étaient rencontrés au quartier Latin alors qu'ils faisaient leurs études à Paris. Ils décident, par respect des coutumes, de revenir se marier au pays natal. La mère du garçon (celui-ci vient de passer sa thèse de médecine) exige alors que le mariage soit enregistré chez le cadi (juge musulman, dont les fonctions sont à la fois civiles et religieuses, en marge des célébrations officielles, enregistrées par l'état civil). Dans l'euphorie du moment, personne ne s'oppose aux volontés de la belle-mère.

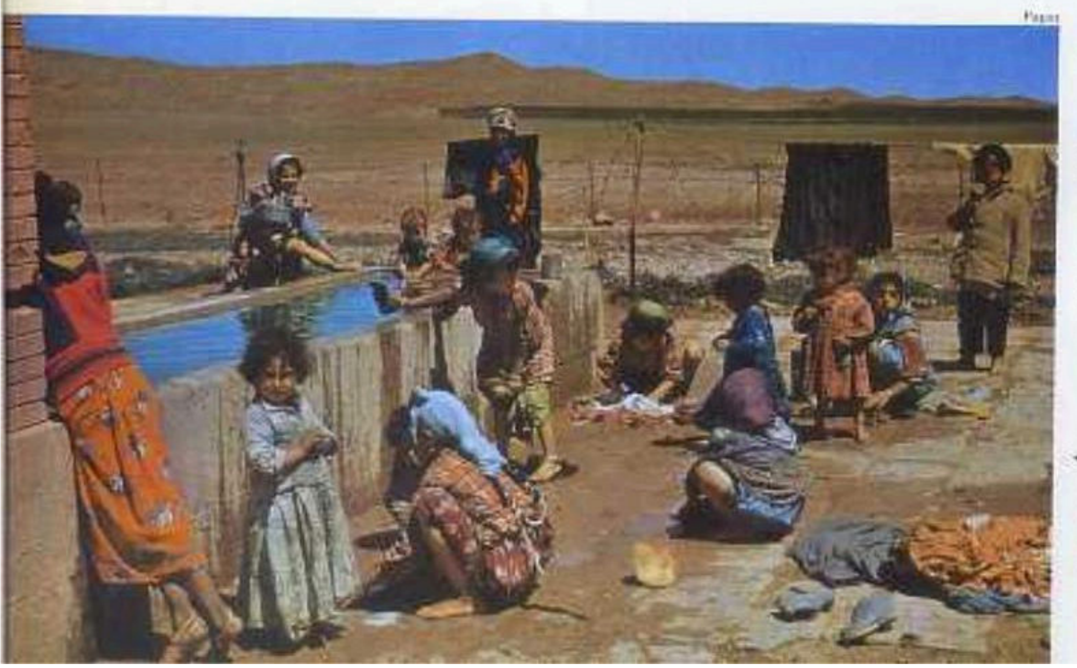


Le jour des noces, après la cérémonie, les époux, comme n'importe quel jeune couple occidental pouvait le faire, filent à l'anglaise, sans donner l'adresse de leur lune de miel. Ce départ fit l'effet d'une bombe dans le clan des vieilles femmes, et la mère du garçon le prit comme une offense personnelle. Dès leur retour, les jeunes gens durent subir, pendant un an, les querelles, les imprécations, les bouderies, les esclandres de la belle-mère, jusqu'à leur désaccord et, finalement, la répudiation !

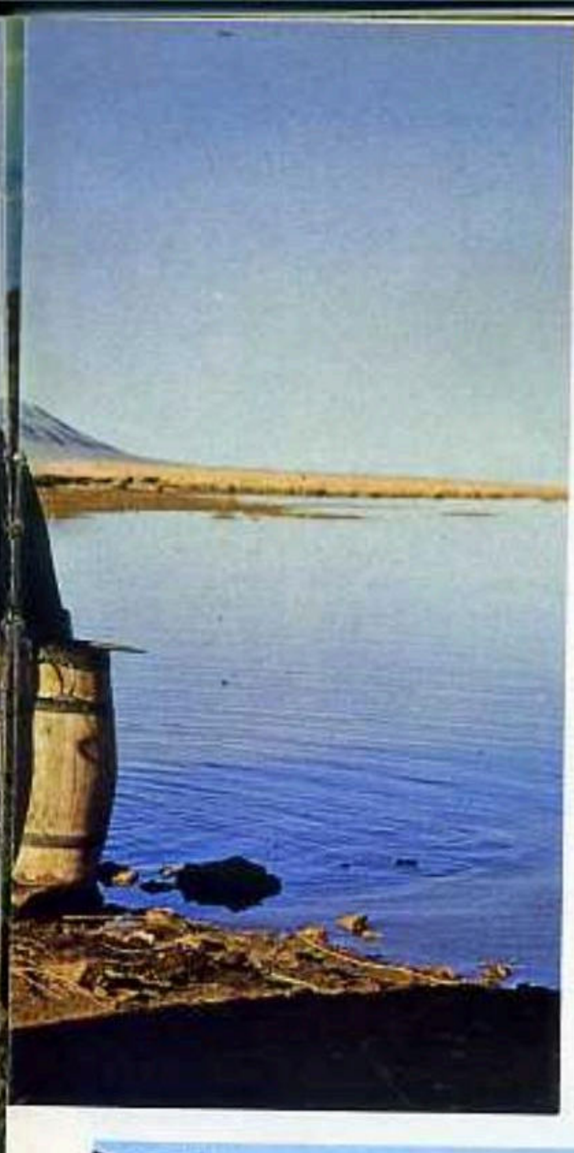
Le 26 mai 1958, à Constantine, entre autres voix qui se firent entendre en faveur d'une modification du destin des femmes musulmanes, s'éleva celle de l'iman et directeur de l'institut Kittania, le cheikh Lakhdari Abdellali :

« Sache, ô femme, dit-il dans sa déclaration, que le moment est venu pour toi de jouer ton rôle dans l'histoire de l'Algérie nouvelle, que tu es l'associée de l'homme dans la vie et au sein de la société humaine, que tu partages avec lui ses peines et ses joies, son bien-être et ses malheurs. La religion a instauré l'égalité entre toi et l'homme. Sache, ô ma sœur, que tu n'es pas un bien qui s'achète et se vend ! Sache que tu es maîtresse de ton foyer... »

Paroles qui ricochèrent de gynécée en gynécée et, sans doute, laissèrent rêveuses bien des jeunes filles et leurs mères. Elles sentaient que le temps était proche qui bousculerait les traditions. Qui donnerait aux femmes la promotion qu'elles attendaient. Si le 16 mai marquait la date d'une révolution dans le port du haïk (voile des femmes), en fait, cette révolution approchait depuis 1954 à pas

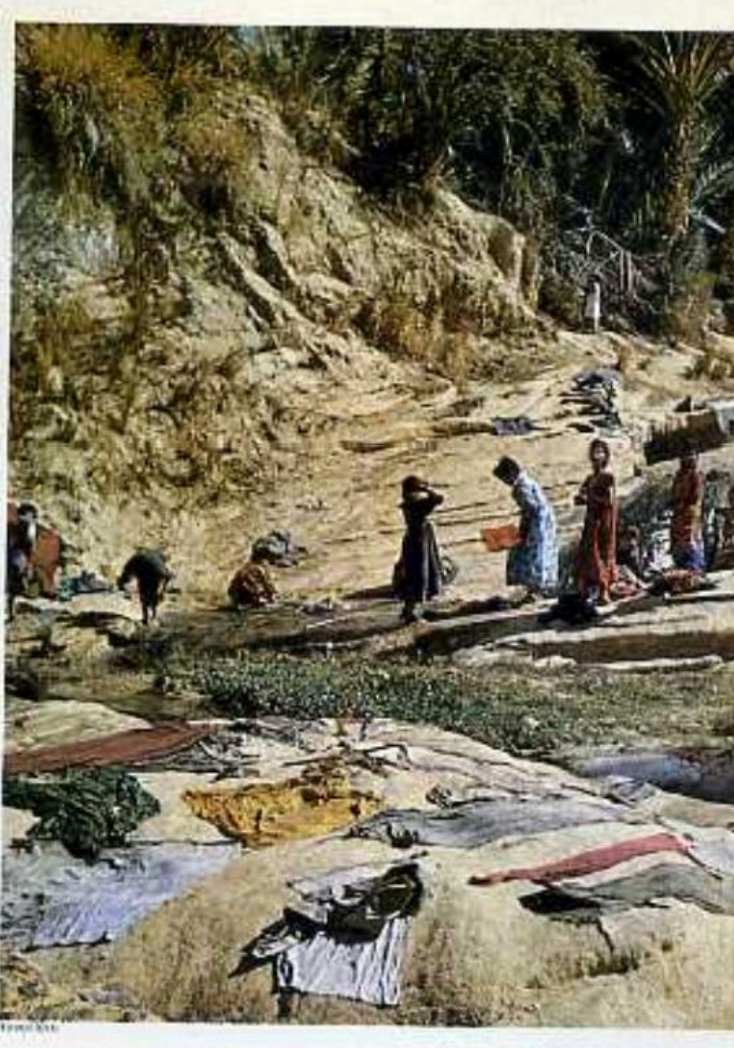


◄ Pour ces charmantes petites filles, c'est encore la période heureuse. Dans quelques années, le père leur trouvera un époux et dès lors, elles deviendront la propriété des futurs beaux-parents. Que le fiancé leur déplaise importe peu. Elles n'ont pas leur mot à dire.



◄ Corvée d'eau pour ces nomades du centre de regroupement d'El-Biod. Dans les regroupements, beaucoup de femmes musulmanes auront pour la première fois des contacts avec des Européennes, équipières de la Croix-Rouge ou E.M.S.I. Certaines seront pour elles des amies à qui elles ouvriront leur cœur.

Près de Négrine, des ► fillettes lavent leur linge dans l'oued. Parfois, le père donne en mariage, lorsqu'un bon parti se présente, une fille impubère et il arrive souvent que les jeunes époux ne se voient pour la première fois qu'au pied du lit conjugal. A ces coutumes cruelles les filles se soumettent sans protester.





◄ Lourdement chargée, une femme traverse un oued. Lorsqu'elles ne sont pas confinées dans un gynécée, les femmes musulmanes se livrent à des travaux artisanaux ou travaillent dans les champs. Elles ont alors des contacts avec les populations, contacts que le F.L.N. saura parfois habilement exploiter. Ainsi, certaines deviendront *choufs*, messagères ou agents de renseignements et, peu à peu, elles prendront conscience de leur valeur et de leur importance au sein de la société.

de géant. Les causes en furent multiples, inattendues, mais profondes toujours.

Les journées de mai donnèrent soudain aux femmes l'occasion inespérée de clamer enfin au grand jour ce qui se préparait derrière les murs depuis longtemps. Ce qu'elles appelèrent « notre révolution ». Il y eut ces voiles lancés dans le feu, sur le Forum, il y eut ces appels au balcon, mais il y eut aussi ces adhésions massives aux comités de solidarité féminine, sortes de clubs féminins, créés en mai 1958 dans les villes, les villages d'Algérie, dans le cadre de la fraternisation, et où se retrouvaient les Européennes et les musulmanes. Peut-être était-ce tardif, un peu naïf, parfois excessif dans la forme d'émancipation prêchée parfois aux musulmanes; cela risquait de leur tourner dangereusement la tête. Mais enfin, c'avait le mérite des bonnes intentions, des élans du cœur. Qui assistait à ces réunions se rendait vite compte que les femmes, qu'elles portent un voile ou une capeline, ont des problèmes sembla- ►

les femmes musulmanes diffusaient les mots d'ordre du F.L.N. dans



Le tissage de tapis, une des spécialités de Tlemcen où se trouve d'ailleurs une école de tissage très renommée.



Une femme kabyle travaille la vannerie. Bien souvent, elle est l'élément actif de la population du village.

bles, mais surtout que les femmes musulmanes faisaient très vite leur miel de tout ce qu'elles apprenaient au contact des Européennes. Sorties de l'ombre, les premières étaient curieuses de tout ce qui régissait la vie des secondes. Elles avaient hâte de leur ressembler. Quand ces comités prirent le départ, nul ne pensait que l'évolution s'y ferait si vite ni qu'ils auraient un tel succès.

Les restrictions – il y en eut – venaient surtout des villes, où les Européennes avaient des femmes musulmanes une connaissance qui ne dépassait pas leur « fatma ». Dans le bled, c'était différent. Contacts plus fréquents, habitudes souvent communes. On y parlait le langage des difficultés, des joies partagées. La maison du petit colon, de la « roumia », la Française, c'était la maison où venaient aboutir les problèmes de la femme des mechtas. Un gosse malade, un conseil, la quête d'un remède. Dans les villages du bled, où la même rue alignait les logis musulmans et européens, des amitiés s'étaient nouées que le temps et les événements n'avaient pas tellement troublées. En fait, on commença de comprendre, en mai 1958, que cette révolution ne se ferait pas sans l'évolution des femmes.

Les germes de cette évolution ont été semés en novembre 1954. Car toute guerre apporte à une femme la promotion de nouvelles responsabilités. L'Algérie n'échappa nullement à cette règle. Sous les toits, des places se vidaient. Celle du père, du mari, d'un fils. L'homme avait rejoint le F.L.N., ou s'était exilé, ou purgeait, en prison, une peine étalée sur des années. Son absence modifiait de façon dramatique le destin de celles qui restaient alors seul pivot du foyer. Elles furent donc obligées de sortir des murs du gynécée pour aller se battre, pour obtenir un permis de communiquer,

Le port du voile est une coutume urbaine et non une prescription de la loi coranique, où il est même recommandé à la jeune fille de montrer son visage avant le mariage.

pour consulter un avocat, pour assister à un procès. Soudain, la femme prenait conscience qu'on avait besoin d'elle.

Le F.L.N., pour sa propagande, a-t-il trouvé de meilleurs agents que ces vieilles masseuses, rebouteuses, piliers des bains maures ? Elles diffusaient les mots d'ordre dans les vapeurs de ces singuliers forums où les femmes musulmanes tiennent conseil, jacassent, font leur récolte de nouvelles. Les citoyennes de la Casbah étaient les plus sûres alliées de Yacef Saadi.

Le sceptre des « tamaghart »

Ce pacte se conclut-il par nationalisme profond ou par féminisme ? Brusquement, des jeunes femmes, des jeunes filles délaissèrent les tâches subalternes pour remplir des missions à la mesure de leur audace ou de leur discrétion. Beaucoup ont donné la preuve que leur fanatisme s'identifiait dramatiquement avec le besoin de « compter », de devenir indispensable.



◄ Une femme « bleue » à Laghouat. Les clubs féminins et les idées « subversives » venues d'Alger ou d'Oran ne sont pas pour elle. Son horizon ne dépasse pas les murs de sa ville et son univers est réduit aux limites de la vie du clan et aux babillages de ses compagnes.

L. Tribolet

En Kabylie, l'émigration des hommes en arriva à modifier les structures sociales. Sur les sentiers de crêtes qui allaient aux villages, on finissait par ne plus rencontrer qu'elles. Jardinières, porteuses d'eau, leurs silhouettes solitaires hantaient ces hauts paysages. Il fallait entrer dans leurs maisons, où les photos, sur le mur, indiquaient que l'homme travaillait de l'autre côté de la mer, ce bout du monde pour les femmes kabyles. Elles attendaient leur retour pendant des années, parfois. Cette émigration massive vers les usines ou les katibas fit que la femme kabyle représenta soudain l'élément actif de la population demeurée au village. Elles durent se mettre — elles dont le jardin était, en d'autres temps, le seul domaine — à rentrer les récoltes, à gérer les intérêts nationaux.

Cette promotion dans le travail, les responsabilités, les soucis lui valurent- ►

Trois générations de femmes musulmanes. Mais ici, la mariée a adopté les coutumes européennes. On peut toutefois se demander si elle a épousé l'élu de son cœur. ▼



Foucher

Dimka



◄ Des Chaouïas reviennent de la corvée de bois. La femme de l'Aurès assume généralement la plupart des travaux artisanaux et collabore à tous les travaux agricoles. L'homme consulte toujours son épouse avant d'entreprendre quelque chose et suit généralement ses conseils. Elle a ainsi une grande autorité dans le foyer.

◄ Dans les environs de Palestro, femmes et enfants reviennent de la corvée de lessive. La Kabyle, malgré sa participation importante à la vie économique du clan, ne prendra de l'autorité qu'à un âge avancé. Elle régnera alors, toute-puissante, sur ses brus, n'hésitant pas, si l'envie lui en prend, à leur couper les vivres.

"la maison sans vieille maîtresse est comme le verger sans figuier mâle !"

ils pour autant, jusqu'en 1958, des droits au sein d'une société farouchement conservatrice ? De toutes les femmes du Maghreb, la femme kabyle était alors la plus déshéritée. Sa répudiation était unilatérale et inconditionnelle. Elle perdait, de ce fait, la garde de ses enfants dès qu'ils atteignaient l'âge de quatre ans. Elle n'héritait pas et, quand son mari la rejetait, il avait le droit de réclamer à son beau-père la somme qu'il lui avait versée au moment du mariage. Ce mariage est un contrat spécifiquement berbère, propre à la Kabylie. Le choix de l'époux étant laissé au père, on fiance la fille sans la consulter, au cours d'une petite cérémonie, le *melk*, à laquelle assistent les deux familles, les notables, et qui se prolonge dans l'euphorie d'un repas. Dès lors, la fiancée devient propriété de ses futurs beaux-parents. Elle peut, dans certains cas, rejoindre le toit de son futur mari et elle vivra, jusqu'à son mariage, sous la tutelle de la belle-mère. Si, dans le reste de l'Algérie, les vieilles jouent un rôle d'autorité, en Kabylie, elles ont un sceptre : la clef des provisions. Les *tamaghart* (les vieilles) en usent comme d'un chantage.

On a vu, parce que leurs brus étaient allées, malgré leur interdiction, consulter le médecin d'une S.A.S., des *tamaghart* « couper les vivres » à l'heure du repas, au sens propre du mot. Longtemps, les hommes, en partant, confiaient le destin de leur foyer à leur mère. Bataillons de *tamaghart* irréductibles que les proverbes auréolent : « Celui qui a encore sa mère arrive à tout », « La maison sans vieille maîtresse est comme le verger sans figuier mâle » !

L'implantation des S.A.S. fit progresser l'émancipation des femmes de Kabylie, rendant à l'épouse son rôle de gardienne du foyer, l'obligeant à venir chercher les mandats, à faire soigner ses gosses, à demander conseil. Il était certain que ceux qui rentreraient un jour, de métropole ou des maquis, trouveraient quelque chose de changé. Au fond de ces années de misère, de solitude, les femmes prenaient conscience de l'importance du rôle qu'on leur avait imposé. Cela pourrait bien, désormais, leur donner des droits.

Au-delà du 13 Mai, quand vint l'heure du référendum de septembre, on s'accorda à reconnaître que la carte de l'évolution des femmes était sans doute une des plus sûres. La réciproque était vraie aussi. Sans qu'il fût besoin d'une éducation politique, les musulmanes comprenaient que la consultation du 28 septembre leur ouvrirait sans doute enfin des perspectives nouvelles. H

Marie ELBE



Marguerite Sy

DEUX THÈSES DEUX VOIES



Col. B. Tricot



Col. de Beaufort

En haut : l'Élysée côté parc. *Ci-dessus, à gauche :* Bernard Tricot. Il a toujours été favorable à l'émancipation des territoires d'outre-mer. Il va effectuer des voyages discrets en Algérie pour tâter le pouls des notables musulmans attentistes ainsi que des Français « libéraux ». *Ci-dessus, à droite :* le général de Beaufort. Lui, il est contre l'indépendance.

LA déclaration présidentielle du 16 septembre et l'annonce du recours à l'autodétermination pour les populations d'outre-Méditerranée ont eu pour conséquence d'approfondir le fossé que la guerre d'Algérie a creusé entre les Français. Jusque dans l'entourage immédiat du chef de l'État, des divergences profondes opposent entre eux ceux qui ont pour tâche de le conseiller et de l'informer.

Bernard Tricot, chargé des affaires algériennes, est partisan de l'autodétermination. Le général de Beaufort, qui dirige les affaires militaires à l'Élysée, est contre. Ainsi, jusqu'au sein de son propre cabinet, le général de Gaulle applique-t-il, en conservant l'un et l'autre, le principe de la politique de bascule. Au-dessus de ces oppositions, le premier ministre. Partagé entre sa fidélité à la personne du général et son attachement aux thèses de l'Algérie française, Michel Debré vit, jour après jour, un véritable calvaire.

Discret, secret même, distingué, Bernard Tricot n'imaginait pas de sort plus beau que celui de commissaire du gou-



◀ Pose d'un pipe-line. Les nouvelles richesses du Sahara, qui doivent apporter à la France son indépendance énergétique, donnent à réfléchir à de Gaulle. Déjà, en 1957, au cours du voyage qu'il effectua au Sahara, il avait dit à Henry Yrissou, président des mines de Kenadza : « Il faudra le garder, parce que, sans cela, la France n'aura plus... ...son poids dans le monde. Eh bien, nous le garderons, monsieur, par la ruse et la ténacité. » En 1960, le général de Gaulle est sincèrement persuadé qu'une évolution de la situation vers l'indépendance de l'Algérie ne devrait pas compromettre les chances de la France au Sahara. *Photo :* le premier pétrole de la S.N. REPAL coule. ▼

des Sciences politiques au Conseil d'Etat

vernement à la section du contentieux du Conseil d'État lorsqu'il étudiait à l'École libre des sciences politiques. Aussi, le jeune provincial, que ses professeurs du lycée d'Aurillac poussaient vers l'enseignement de l'histoire, put s'estimer comblé lorsqu'il entra, en 1945, au Palais-Royal.

Pendant sept ans, Bernard Tricot s'occupe des dommages de guerre avant d'être chargé de mission en Cochinchine et au Tonkin en 1951. Il exerce ensuite les fonctions de conseiller juridique en Tunisie, puis de directeur de cabinet du haut-commissaire de France. A ce titre, il participe à l'évolution du protectorat vers l'indépendance. De retour au Conseil d'État en 1956, il est amené, avec plusieurs de ses collègues, à étudier le projet qui va devenir la « loi-cadre » pour l'Algérie de 1958.

Le maintien des Européens ? Un vœu pieux

Le problème algérien, Bernard Tricot l'aborde sous l'angle des chiffres : en 1926, vivaient en Algérie 800 000 Français au sein d'une population de 6 millions; en 1959, les Français atteignent le million, mais la population totale est passée à 9 millions.

Le déséquilibre ne peut que s'accentuer : en 1960, les jeunes Européens de cinq à quatorze ans seront moins de 200 000 et les jeunes musulmans plus de 2 300 000.

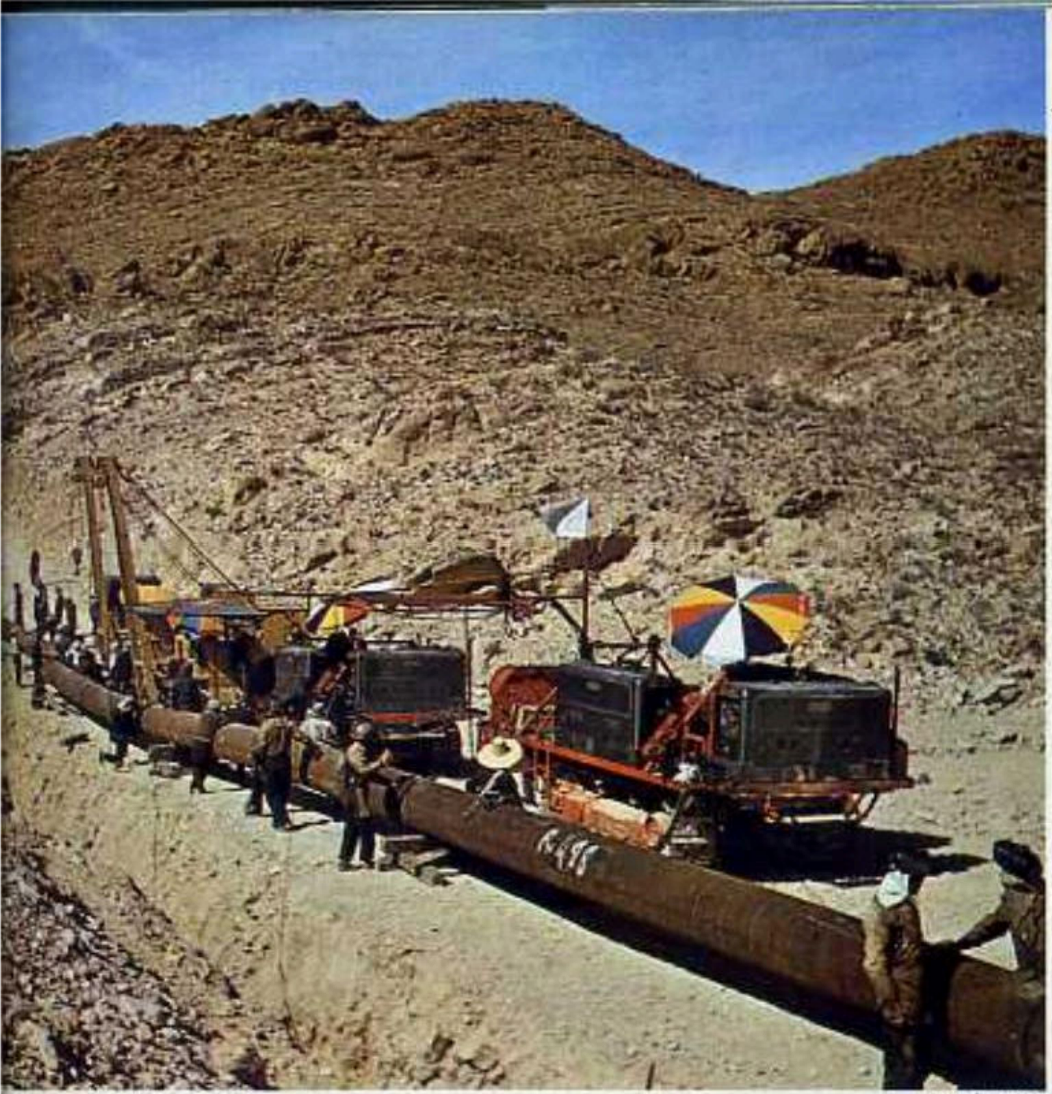
Parler d'équilibre des communautés n'est pas réaliste, constate Bernard Tricot : les Européens seront de plus en plus minoritaires. Quant à la supériorité intellectuelle et technique de ces derniers, « ce n'est pas un secret, dit-il, que lorsque les petits Arabes sont scolarisés, qu'ils ont surmonté les difficultés du bilinguisme et rattrapé un retard initial, ils obtiennent des résultats comparables à ceux de leurs camarades européens. La supériorité des Européens ne durera pas... »

En observateur précis et sagace, le conseiller technique de l'Élysée développe les conséquences qu'il tire de ces constatations :

« Penser que, malgré la poussée musulmane qui se poursuivrait de toute façon et même dans la plus entière appartenance à la France, tous les Européens ou presque pourraient et voudraient rester là-bas me paraissait, suivant les temps, un idéal difficile à atteindre ou un vœu pieux, jamais, en tout cas, une certitude.



« L'erreur totale aurait été de prétendre faire tourner une politique au-



Dimitri/Sweetchrin

◄ La sauvegarde du pétrole sera au centre de toutes les discussions, plus tard, avec le F.L.N. Selon Mohamed Lebjaoui, Pompidou aurait déclaré, au cours d'une réunion secrète : « C'est nous qui avons inventé le Sahara et il n'est pas question de vous le donner. »

tour de cet espoir. Ce sont les intérêts généraux de notre pays que notre politique devait servir d'abord. En second lieu, il fallait, suivant une formule que Roger Seydoux employait en Tunisie et qui me paraissait sage, aider à rester ceux qui voulaient rester, aider à partir ceux qui voulaient partir. Cela impliquait, naturellement, qu'on facilitât les retours et les réinstallations. »

La voie montrée par de Gaulle

La position de Bernard Tricot face à l'intégration chère à Jacques Soustelle? Là encore, les chiffres et les faits déterminent sa façon de penser. Ils l'incitent à la rejeter. Il naît chaque année 800 000 enfants en France et 400 000 en Algérie, raisonne-t-il. Ces derniers sont, pour la plupart, de petits musulmans appartenant à une société que l'islam cimente si bien que les mariages mixtes entre chrétiens ou juifs et musulmans restent tout à fait exceptionnels. Comment la France pourrait-elle absorber un apport humain aussi massif et aussi hétérogène sans être atteinte dans sa personnalité et son unité?

« Aujourd'hui que les Algériens vont, si ce n'est déjà fait, atteindre le nombre de 14 millions, on voit encore mieux ce qu'il y avait de fictif et de dangereux à prétendre faire de leur pays une province française », écrit, dix ans après Évian, l'ancien conseiller technique de l'Élysée.

Les solutions fédérales lui paraissent plus séduisantes que la participation parce qu'elles tiennent compte à la fois de la personnalité de l'Algérie, de ses liens avec la France, de sa position envers les autres pays de l'ancien empire. Mais il s'agit tout de même plus de vues de l'esprit que de réalités, estime-t-il : nous n'avions pas, en 1958, de structures fédérales à offrir aux Algériens.

Telles sont les idées que professe et que défend Bernard Tricot lorsqu'il entre au cabinet du secrétaire général pour les affaires algériennes.

Bien que le discours sur l'autodétermination ne constitue pas une surprise pour ce familier de la pensée du général, Bernard Tricot est ému en l'écoutant. Devant le poste de télévision installé dans un petit salon, au rez-de-chaussée de l'Élysée, il admire le courage dont fait preuve le chef de l'État en engageant tant de choses par ses propos.

La voie montrée par de Gaulle, estime Bernard Tricot, doit conduire à la paix et elle le fait en appliquant une idée simple et digne : demander aux gens de dire, quand ils pourront le faire librement, comment ils envisagent l'avenir pour eux et pour leurs descendants. On peut discuter des détails et des modalités, mais le principe, constate-t-il, est conforme à une philosophie politique qui est, depuis longtemps, celle du peuple français.

Cependant, pour le conseiller technique, des incertitudes subsistent. Les contours des trois solutions qui doivent être proposées au choix des Algériens ne semblent pas parfaitement nets et il n'apparaît pas clairement si la France en recommande une plutôt qu'une autre. Certes, la sécession est peinte en couleurs si noires qu'on voit bien que, tout en étant possible, elle sera combattue. La francisation complète, c'est-à-dire l'intégration, est présentée dans ses conséquences extrêmes, qui en font apparaître le caractère peu réaliste.

Mais le général a dit de cette formule qu'elle était « impliquée par l'égalité des droits » et puisque cette égalité a été voulue par lui et par son gouvernement, on peut soutenir, à la rigueur, que la francisation est la doctrine officielle. Pourtant, compte tenu des déclarations antérieures du général, il est peu douteux pour Bernard Tricot que ses préférences aillent à la troisième solution, c'est-à-dire le gouvernement des Algériens par les Algériens, « appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle pour l'économie, l'enseignement, la défense, les relations extérieures ».

Un soldat de tradition

Dans les mois qui suivent la déclaration du 16 septembre, le conseiller technique s'entend bien souvent poser cette question par des visiteurs : « Quelle solution le général préfère-t-il? » Il répond toujours : « La troisième », car il est persuadé que le général, en effet, opte pour celle-ci. Mais on lui demande aussitôt : « Jusqu'où peut aller le gouvernement des Algériens par eux-mêmes? Est-ce seulement vers l'autonomie ou cela peut-il aller jusqu'à l'indépendance? » Sur ce point, Bernard Tricot est moins assuré et il évite de répondre.

Quand il ne peut faire autrement, il fait remarquer que le général a condamné, non pas l'indépendance en elle-même, mais la sécession qui se ferait contre la France. L'indépendance choisie dans des conditions dégagées d'un commun accord ne lui semble donc pas exclue. C'est pour lui, Tricot, la formule qui ne peut manquer de triompher.

« Mais ce mot d'accord posait lui- ▶

contacts avec Ho Chi Minh et surtout Giap


Dirk/Gamma

même d'autres problèmes, écrit l'ancien conseiller du général de Gaulle dans *les Sentiers de la paix*. Accord avec qui? Avec les élus réunis en assemblée provisoire et désignant un organe exécutif? Avec les différentes forces politiques de l'Algérie, notamment et principalement le F.L.N.? Nous n'en étions pas encore là. Mais si le G.P.R.A. ne prenait pas une attitude entièrement négative, on pouvait imaginer que les pourparlers en vue du cessez-le-feu s'élargiraient en discussions politiques. Mais la route de la paix serait longue... »

C'est un soldat de tradition que le général de Gaulle nomme chef de son état-major particulier à la fin de 1958. Le général Grout de Beaufort appartient à une famille qui a donné tous ses fils à la France, ses trois frères et ses deux beaux-frères ont été massacrés par les Allemands.

A l'inverse de Bernard Tricot et d'autres personnalités de l'Élysée, aussi bien civiles que militaires, le général de Beaufort ne peut accepter que la France soit absente de l'autre côté de la Méditerranée. Sa position, qu'il affirme et qu'il défend en vain, l'amènera à se séparer du général de Gaulle, à qui il demandera de lui rendre sa liberté dès le mois de janvier 1960. « Je ne voulais pas, dira-t-il plus tard, participer à une politique à laquelle je ne croyais pas. »

Comme son père avant lui, Guy de Beaufort sort de Saint-Cyr. Puis il passe par Saumur « comme tout le monde » et, brillant cavalier, il a l'occasion de monter en courses. Il se consacre très vite à l'arme blindée dans laquelle il fera une carrière partagée entre la troupe et les combats et les études stratégiques.

L'expérience indochinoise

1939-1945. Le commandant de Beaufort anime un mouvement de Résistance, puis l'occasion lui est donnée de réaliser son rêve : commander un régiment au combat. C'est le 5e chasseurs d'Afrique.

La guerre terminée, il commande en second et dirige l'instruction de l'École de cavalerie et de l'arme blindée de Saumur. Il prend ensuite, pour quelque temps, la tête du groupement blindé n° 2, puis fait partie de l'état-major particulier de deux ministres de la Défense nationale : Georges Bidault et René Pleven.

Quand cela va mal en Indochine, le général de Beaufort estime que sa place est là-bas et non derrière un bureau. Il part. Nous sommes en 1953. Pour le nouveau commandant des hauts plateaux, la partie, impossible d'en douter, est déjà perdue.

Et c'est Dien Bien Phu. Membre de la commission internationale de contrôle de l'armistice, le général de Beaufort passe un an à Hanoi. Une expérience intéressante, qui lui permet d'approcher les communistes vietnamiens, chinois, russes. Il a de nombreux contacts avec Ho Chi Minh, avec Pham Van Dong, avec le général Giap surtout.

Retour en France. Les hautes études de défense nationale qu'il fréquente comme auditeur, puis comme directeur, l'Allemagne, l'état-major des forces armées... Arrivent les événements de 1958. « Contrairement à ce que certains croient, je n'ai participé à aucun complot, déclare aujourd'hui le général de Beaufort. Le seul complot mené à l'époque a été celui qu'avait organisé le ministre de la Défense nationale. J'ai démissionné alors de l'état-major général et j'ai favorisé, il est vrai, le retour du général de Gaulle parce qu'il n'y avait pas d'autre solution. » Fin 1958, l'« Homme du 18-Juin » en fait son chef d'état-major et il entre en fonctions le 9 janvier 1959.

De Gaulle connaît bien Grout de Beaufort. Il est allé lui-même en Bretagne remettre à la mère de ce dernier la croix de Compagnon de la Libération de l'un de ses fils, tué au combat. Il a même logé dans la propriété familiale. Beaufort a été en mesure d'apprécier la carrure exceptionnelle du personnage, sa passion pour la France, sa parfaite courtoisie, son côté grand seigneur.

L'or noir du Sahara

A l'Élysée, le nouveau collaborateur militaire du général va découvrir un autre aspect de cet homme hors série qu'habite l'amour de tout ce qui est grand – et également la passion du pouvoir, ce pouvoir qui lui permettra de réaliser ses grands desseins.

Le général n'aime pas qu'on lui dise ce qu'il n'a pas envie d'entendre. Or Beaufort est le contraire d'un thuriféraire. Les discussions se multiplient, explications très franches mais souvent animées sur les problèmes généraux de la défense nationale ou sur l'Algérie.

Les problèmes de défense sont très variés et la première question à poser est la suivante : qui peut menacer notre indépendance et comment?

C'est seulement après avoir répondu à cette question que l'on peut aborder le problème des moyens.



◄ La France investira des milliards dans les champs pétrolifères du Sahara. La production des gisements algériens atteindra 38 millions de tonnes de pétrole et les réserves en gaz naturel de Hassi-R'Mel sont de l'ordre de 1 000 milliards de mètres cubes. A Oued-Irara, l'aérodrome de la REPAL.



L'*Altair* emporte ► l'or noir en France. Les besoins en pétrole des pays industrialisés pousseront à la construction de navires de plus en plus grands. Avec ses 260 000 tonnes, le *Jade*, appartenant à la Compagnie française des pétroles, aura sa place parmi les plus gros pétroliers du monde.





◄ Derrière de Gaulle, dans les salons de l'Élysée : Tricot. Devenu, en 1958, le collaborateur de René Brouillet aux affaires algériennes, il est maintenant installé à l'Élysée. Le discours du chef de l'État sur l'autodétermination l'a ému. Il est clair pour lui que la voie montrée par de Gaulle doit mener à la paix.

Si nous considérons les États-Unis comme les seuls adversaires possibles et les Russes communistes comme des alliés sûrs, la confrontation ne sera pas militaire, mais économique, estime Beaufort. Nos ressources ne doivent pas être dépensées en pure perte à des armements très coûteux, mais affectées à la recherche et au développement industriel. Car s'il est absurde d'envisager une invasion de notre territoire par les G.I., il est évidemment inquiétant de constater que la majorité des brevets et des techniques industrielles de pointe est d'origine américaine.

Encore une fois les moyens à mettre en œuvre — nature et masse — doivent correspondre à la nature et à l'importance de la menace. Dans le domaine scientifique et économique, seul le cadre européen peut donner au potentiel scientifique et économique un poids comparable à la puissance scientifique et économique des U.S.A.

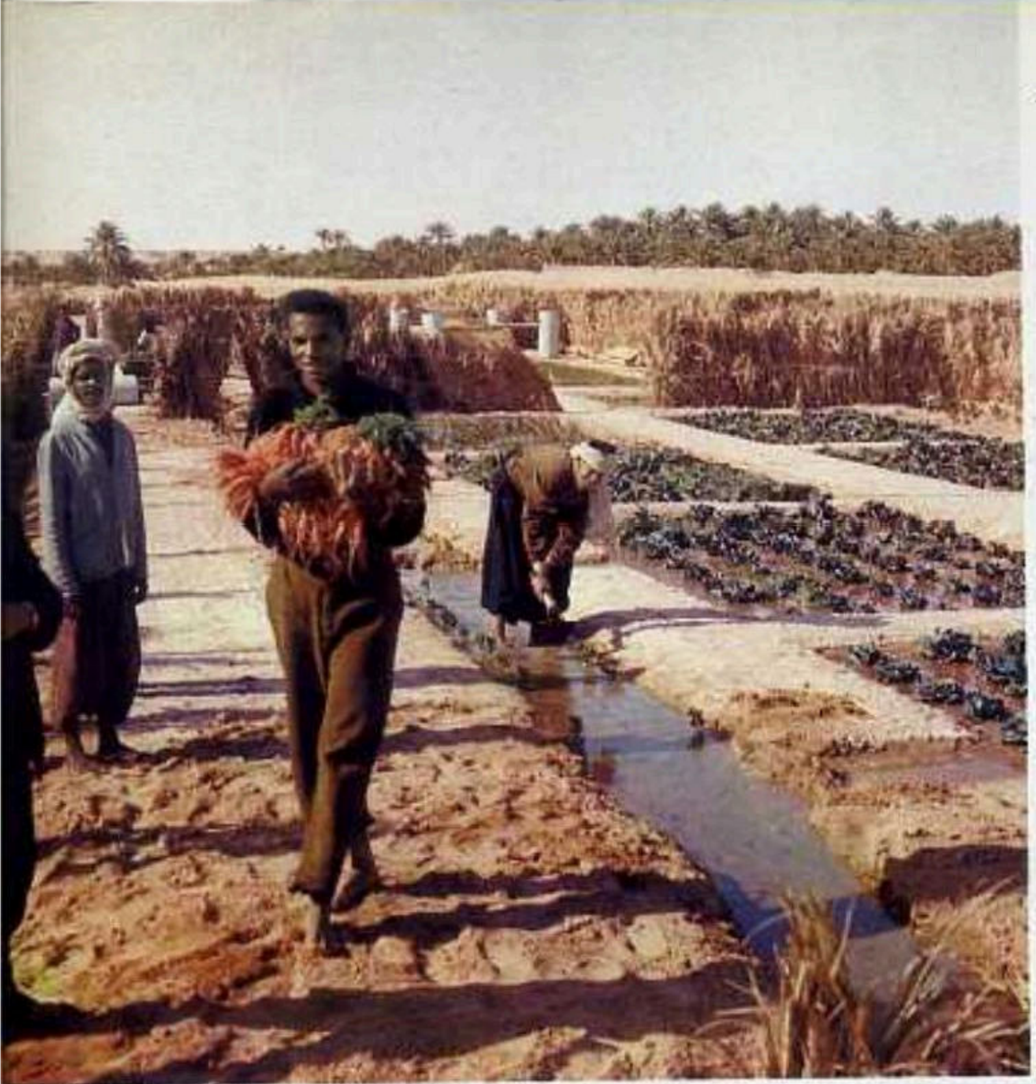
En revanche, si la menace de l'impérialisme russe — qui semble évidente à terme — doit être considérée comme prioritaire, c'est à une action militaire à laquelle il faut être en mesure de faire face avec des moyens militaires. Pour être efficace, sans être ruineuse, et constituer une véritable dissuasion en face de l'immense puissance militaire des « nouveaux tsars », notre force militaire doit être non seulement européenne, mais atlantique.

Si on la prive de ses arrières africains, l'Europe libre, même unie, n'a plus l'espace stratégique requis à l'ère atomique. Tous les points de son territoire sont en effet justiciables des fusées russes de portée intermédiaire.

Pour le général de Beaufort, notre départ d'Algérie, outre ses conséquences stratégiques désastreuses, ne peut être que néfaste aux populations d'outre-Méditerranée si l'on ne prend pas des précautions très précises. Aussi présente-t-il au général un plan en plusieurs étapes visant à promouvoir, dans tous les postes à responsabilités, des éléments autochtones, mais en veillant à ce que les candidats aient été réellement formés et aient fait la preuve de leur compétence et d'un minimum de valeur morale.

L'application de ce plan demandera plusieurs années — peut-être quatre ou cinq ans — mais l'annonce de sa mise en route pourrait provoquer une détente immédiate.

« Il faut veiller, répète Beaufort, à ne pas livrer le pays à des cliques plus ou moins honnêtes, plus ou moins qualifiées, si nous voulons faire œuvre humaine. Nous devons accepter certains inconvénients, qui seront bien moindres que ceux qui découleraient de l'aban- ►



◄ **Un potager au milieu du désert : une image assez surprenante d'Ouargla, au Sahara. Un peu de bonne volonté, beaucoup d'eau, et les salades poussent. Dans certains coins, on cultive l'orge sur épandage.**

les théories du général de Beaufort sont jugées périmées par les membres du "clan"

don du pays à des soldats de fortune, à des révolutionnaires primaires formés et payés par l'étranger. »

Mais de Gaulle est pressé de réaliser ses grands desseins à l'échelle mondiale, pour lesquels, croit-il, l'Algérie est un obstacle. Le plan de Beaufort exige trop de temps.

Au problème de l'Algérie est en partie lié celui du Sahara et de son pétrole. Chargé, à l'Élysée, des questions de défense, le général de Beaufort constate que, pour la première fois dans son histoire, la France peut conquérir son indépendance énergétique.

Et en tant qu'Européens, comment ne pas voir que pour l'Europe — cette grande nation avec ses 250 millions d'habitants, son potentiel industriel et intellectuel considérable —, comment ne pas voir que le problème du pétrole est capital? Même unie, cette Europe ne sera jamais totalement libre de ses mouvements et de sa politique si, en matière d'énergie (et le charbon sera bientôt épuisé), elle doit être tributaire de l'étranger...

Lorsqu'il exprime cette opinion, le collaborateur militaire du général s'oppose au « clan », comme il désigne certains conseillers du chef de l'État. Pour ceux qui le composent, les théories de Beaufort sont complètement périmées. Autrefois, on croyait qu'il était indispensable d'avoir la possession territoriale de la mine ou du gisement; aujourd'hui, cela est dépassé. On achète le charbon, on achète le pétrole à l'étranger. Cela coûte moins cher et procure moins d'ennuis.

« Vous oubliez, explique Beaufort, les implications politiques!... » Et il ajoute : « La Russie a tout ce qu'il lui faut sur son propre territoire. De même l'Amérique, de même la Chine. Et l'Europe, dont nous voulons faire une grande entité économique et politique indépendante, vous la priveriez de cette chose essentielle qu'est l'or noir du Sahara?

« Il serait beaucoup moins coûteux pour les Russes, maîtres du Moyen-Orient et de la Méditerranée après notre départ, de payer aux pays arabes, pendant deux ou trois ans, l'équivalent des « royalties » qu'ils touchent sur leur pétrole — à condition qu'ils cessent leurs livraisons — que de faire la guerre. Et cela serait aussi efficace pour mettre l'Europe à quia, car elle aurait à choisir entre exécuter les ordres des Russes ou périr économiquement. Cela pourrait se produire demain si les U.S.A. lâchaient la Méditerranée et le Moyen-Orient. »

Un temps, de Gaulle partage cette façon de voir, il envisage de garder un « couloir » pour l'évacuation du pétrole à travers une Algérie devenue indépendante. Mais la chose est impossible, militairement et politiquement.

Réduite à l'hexagone

« Gardons au moins le Sahara, sur lequel l'Algérie n'a aucun droit historique, politique ou ethnique. Payons un droit de passage aux Marocains, aux Tunisiens, aux Mauritaniens et même aux Algériens s'il le faut. Si les uns ou les autres, plus tard, font du chantage, nous aurons toujours la possibilité de fermer le robinet et de cesser de leur verser un péage important, ce qui est un moyen de pression. » Mais Beaufort n'est pas écouté.

Alors, il suggère une solution de désespoir : « Puisque nous voulons supprimer le colonialisme, effaçons-en toutes les traces et reconsidérons les limites du Sahara, qui sont de création colonialiste. Nous avons tout donné à l'Algérie aux dépens de ses voisins parce qu'elle était province française. Rendons Edjelé à la Tunisie, Tindouf et Colomb-Béchar au Maroc... Ainsi diviserons-nous, au moins, les risques. »

En fait le général de Gaulle a du problème une vision d'ensemble beaucoup plus vaste. On lui prête le dessein, une fois l'Algérie indépendante, de prendre la direction des pays sous-développés, le leadership du tiers monde... Une troisième force qui, par sa masse énorme, pourrait contrebalancer le poids de l'U.R.S.S. et celui des U.S.A. Pour Beaufort, il s'agit là d'une utopie. Il lui paraît évident qu'une fois la France absente outre-Méditerranée un autre grand prendra sa place, y fera peser son influence sous une forme ou sous une autre. La France, réduite à l'hexagone, retombera au rang des moyennes puissances, sans influence sur le destin du monde.

« C'est ce que je voulais éviter, dit-il aujourd'hui. Je n'y suis pas parvenu. Alors, j'ai démissionné, j'ai renoncé à la fin de ma carrière pour ne pas avoir à en rougir plus tard. » **H**

Pierre-Albert LAMBERT

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mauyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Liliane Crété*	Adjoint : *Charles Mayer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinsun* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Claude Rebolo*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14[e]. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Public Rél. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14[e]. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 7778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47 69 29.
CCP BRUXELLES 1802-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 190 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 13 F chez tous les dépositaires de France.
BELGIQUE : 135 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES. CCP 416-65.
SUISSE : 13 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 46[e] numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur votre dernier envoi : elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Décembre 1959

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

2 : la rupture du barrage de Malpasset, près de Fréjus, fait plus de 400 victimes.
5-6 : comité confédéral national de la C.G.T.
8-9 : réunion du comité central du parti communiste.
9-13 : voyage du président de la République en Mauritanie et au Sénégal.
11 : le général de Gaulle décide d'accorder l'indépendance au Mali.
15 : Tsiranana demande l'indépendance pour la République malgache.
19 au 21 : conférence au sommet des Quatre Grands (Adenauer, Eisenhower, de Gaulle, Macmillan) à Paris et à Rambouillet. Une invitation à une conférence Est-Ouest est lancée à Khrouchtchev, qui acceptera le 30.
22 : vote du budget par l'Assemblée nationale et de la réforme fiscale par le Sénat.
24 : l'assemblée nationale vote la loi scolaire dite « loi Debré ».
31 : réunion du Conseil de l'Entente (Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Niger) à Abidjan ; décision de demander l'indépendance.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

9 : note marocaine sur la réorganisation de la Ligue arabe.
10 : contestation de frontières entre l'Irak et l'Iran.
14 : Ben Gourion forme le gouvernement israélien.
18 : arraisonnement par l'Égypte du cargo grec Astypalea *transportant une cargaison israélienne.*

AMÉRIQUE

1[er] : signature à Washington du traité de l'Antarctique.
4-17 : voyage du président Eisenhower en Italie, Turquie, Pakistan, Afghanistan, Inde, Iran, Grèce, Tunisie et France.
7 : vote sur la question algérienne à la commission politique de l'O.N.U. et, le 9, sur les problèmes de la Hongrie et de la Corée.
12 : vote de l'Assemblée générale de l'O.N.U. sur la question algérienne.

EUROPE

1[er] : visite du chancelier Adenauer à Paris.
10-11 : conversations franco-britanniques à Londres sur le désarmement.
15-22 : session de l'Organisation atlantique.
22 : octroi de crédits soviétiques à la Finlande.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



PACIFICATION EN KABYLIE ET BOMBE MASSU

Sommaire

● **Sous le képi bleu**
« Le boulot du S.A.S., c'est pas du scoutisme ! Une bagarre comme une autre. Mais en souplesse. L'armée casse les katibas. Pour moi, l'adversaire c'est l'O.P.A., qui empoisonne la vie des villageois, qui soutient les réguliers. » Un officier raconte ses longues années de pacification en Grande Kabylie.

● **Le G.P.R.A. fait le point**
Les opérations menées tout au long de l'année 1959 par le général Challe ont sérieusement réduit le potentiel militaire de l'A.L.N. Les discours du général ont ébranlé le moral non seulement de nombreux combattants, mais aussi celui de la masse des sympathisants du F.L.N. qui vivent en territoire algérien. Réuni à Tunis le 1[er] décembre 1959, le G.P.R.A. cherche la parade.

● **El-Milia**
La petite sous-préfecture du Nord constantinois était un vrai repaire de chefs de bande. Un officier prend en main le secteur, réussit à les éliminer rapidement et la paix est rétablie.

● **La bombe Kempski-Massu**
Massu n'aime pas les journalistes. Il se méfie de sa propre franchise et de la brusquerie de son langage, souvent mal interprété. Il accepte cependant d'en recevoir exceptionnellement un : Kempski... et, quelques jours plus tard, s'élèvent les barricades à Alger.

● **Quand j'étais saharien**
La fin du récit d'un appelé... Jamais plus merveilleux voyage ne lui avait été offert... Il nous en décrit les nombreuses péripéties.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1[er] trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 295 - 12 mars 1973.**

L'ÉCHO D'ALGER

20-21 Décembre 1959

25 francs

POUR UNE RÉUNION AU SOMMET FIN AVRIL A PARIS

Les propositions occidentales remises ce matin à Moscou



LE GÉNÉRAL DE GAULLE ***se rendra mi-avril*** à Washington

LA CONFÉRENCE DE PARIS **pratiquement terminée**

Sous les ovations d'une foule de patriotes rassemblés samedi à Saint-Eugène

L'ALGÉRIE, dernier bastion de la FRANCE et du monde libre *sera défendue jusqu'au bout*

proclame le président **Georges BIDAULT**

L'intégration, c'est l'affirmation de l'unité et de la souveraineté nationale

LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGE 12

L'IMMUABLE DIPTYQUE

SUITE EN PAGE 3

260 rebelles hors de combat en 48 heures

Le car Alger-Tizret saute sur une mine

3 morts - 8 blessés

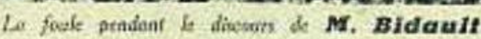




Le président BOUALEM :

"Notre salut dépend avant tout de nous-mêmes"





*La foule pendant le discours de **M. Bidault***

Prise d'armes samedi en présence de plusieurs personnalités

382 élèves de l'Ecole de Cherchell ont reçu leurs galons d'officier

Leur promotion portera le nom de Georges-Clemenceau

382 nouveaux officiers

SUITE EN PAGE 12





POUR ÉVITER UN "ACCIDENT"

M. Debré pourrait décider de retirer son projet scolaire

Dans cette éventualité les crédits **Barangé** seraient aménagés

Au nom de Paris et du Comité de l'arbre de Noël du parachutiste

Mme DEVRAIGNE apporte aux "paras" leurs colis de Noël à travers l'Algérie



Les Européens d'Algérie serrent les rangs après l'allocution du 16 septembre et la conférence de presse du 10 novembre. Le voyage de Georges Bidault permet de constater leur solidarité et leur volonté de conserver l'Algérie à la France. Un mois plus tard, dans les principales villes d'Afrique du Nord, ce sera l'insurrection armée, à laquelle de Gaulle ne croyait pourtant pas.